

LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 181 – Septembre 2007

0,80 €

Défendez le droit de grève !

Il faut riposter aux attaques du gouvernement !



Charles Platiau/Reuters

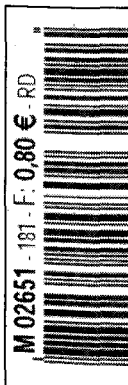
Les ouvriers des transports paralysent Marseille plusieurs semaines en novembre 2005 et montrent que la classe ouvrière a la puissance pour faire reculer les patrons. Chèreque (CFDT) et Mailly (FO) à l'université d'été du MEDEF en août. Rompez l'étau de la collaboration de classes !

Boris Horvat/AFIP

Avec les rivalités interimpérialistes qui s'intensifient dans ce monde postsoviétique, l'impérialisme français a pris du retard par rapport à ses rivaux, n'ayant pas réussi essentiellement à mener le même niveau d'offensive contre la classe ouvrière que, par exemple, les gouvernements allemands. Récemment le gouvernement allemand a réussi, entre autres, à interdire une grève du syndicat des cheminots GDL qui devait commencer le 9 août. Sarkozy a promis aux patrons ici qu'il est l'homme qui est capable de renverser la vapeur et d'intensifier le taux de profit de l'impérialisme français en détruisant ce qui reste de l'Etat-providence, en particulier les acquis dans la santé, l'éducation et les retraites. Et il s'y est mis tout de suite. Il a lancé une série d'attaques ciblées contre les principaux secteurs de la société que la bourgeoisie considère comme potentiellement dangereux pour la poursuite de ses buts.

C'est pourquoi il s'est attaqué au droit de grève même des cheminots, un des secteurs les

plus organisés et les plus combattifs de la classe ouvrière française, auxquels il veut imposer le « service minimum ». A partir de là, le gouvernement a l'intention de s'en prendre à leurs retraites, pour avoir une ouverture lui permettant de remettre en question l'âge de la retraite pour tous les travailleurs. Les enseignants, qui ont été le fer de lance de la lutte de 2003 contre Fillon sur les retraites, puis qui ont joué un rôle central dans les mobilisations anti-CPE, sont aussi dans le collimateur. Un grand nombre de postes doit être supprimé et Fillon parle de leur imposer les mêmes restrictions au droit de grève qu'aux cheminots. Les étudiants, qui servent souvent d'étincelle à des luttes sociales plus étendues, sont visés avec la loi sur « l'autonomie des universités », premier pas vers la privatisation des études supérieures qui va priver les enfants de la classe ouvrière d'éducation supérieure. Au même moment, Dati impose une « loi contre la récidive » qui intensifie les attaques contre les jeunes des banlieues, et poursuit avec encore plus d'acharnement la répression quotidienne des sans-papiers, des Roms et des ouvriers immigrés. C'est la politique classique de diviser pour régner contre la classe ouvrière.



La classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire !

Ces attaques s'accompagnent d'une offensive menée contre la gauche et, essentiellement, contre la liberté d'expression. Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) sont ainsi traînées devant les tribunaux pour diffamation. LO a été condamné en juin par le tribunal correctionnel de Paris pour avoir rapporté la mort d'un flic aux Antilles l'an dernier. Quant à Besancenot, il est poursuivi par SMP Technologies, le distributeur officiel de pistolets taser en France, et doit passer en jugement en septembre parce qu'il a objecté à ce que les flics soient équipés de cette arme pendant la campagne présidentielle (voir la lettre du CDDS en page 13). De plus le groupe Gauche révolutionnaire, section française du Comité pour une Internationale ouvrière, a rapporté dans le numéro de juillet-août de son journal *l'Egalité* que deux de ses militants ont été arrêtés pour « vente sans autorisation de matériel militant contre le chef de l'Etat ». Nous protestons contre toutes ces tentatives de faire taire, démoraliser et écraser le mouvement ouvrier en prévision des batailles à venir.

Les ouvriers ont besoin d'une révolution socialiste !

Pour augmenter ses profits et sa position dans le monde, la bourgeoisie a besoin de faire baisser les salaires et d'intensifier l'exploitation de la classe ouvrière. Depuis plus d'un siècle, après deux guerres impérialistes mondiales, le massacre de millions de personnes dans les guerres coloniales et néo-coloniales, et malgré le quotidien de l'esclavage salarié, du chômage et de l'oppression raciste, les soi-disant socialistes prêchent qu'il y a une voie pacifique au « socialisme » et qu'on peut réformer le capitalisme pour qu'il serve les intérêts de toutes les classes. Ils colportent un mensonge qui en fin de compte ne sert qu'à maintenir le joug de la domination de la bourgeoisie. Il y a eu des réformes et il y en aura encore, grâce à d'intenses batailles de classe et d'importants sacrifices de la part de la classe ouvrière. Mais, sous le capitalisme, les patrons chercheront toujours à les reprendre, comme nous le constatons aujourd'hui. L'exploitation de la classe ouvrière et l'oppression raciste sont la base même du système capitaliste de profit. On ne peut pas les combattre et gagner en faisant appel à ces mêmes maîtres capitalistes, que ce soient des gouvernements capitalistes de droite ou de « gauche » pour essayer de réformer le capitalisme et le rendre plus favorable aux ouvriers, pour qu'il jette quelques miettes en direction des ouvriers.

Le système de profit est basé sur l'exploitation de la force de travail des ouvriers par la bourgeoisie, et son Etat – les flics, les prisons et les tribunaux – est dirigé contre les ouvriers pour assurer que son exploitation est maintenue et

renforcée. Pour en finir une fois pour toutes avec l'oppression capitaliste il faudra une révolution ouvrière, dirigée par un parti ouvrier multiracial, qui arrache les moyens de production des mains de la bourgeoisie. Et c'est seulement à ce moment-là, avec une centralisation et une planification internationales de l'économie basée sur les besoins de la société et non sur les profits, que les masses pourront finalement profiter du fruit de leur propre travail.

Mais aujourd'hui les soi-disant « socialistes » insistent qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme. Dans son discours principal à l'université d'été, Hollande a été très clair : « C'est fini le grand soir ! » ajoutant : « On va pas raconter des histoires, on ne va pas raconter qu'à l'horizon des cinq ou des dix ans [...] on va en terminer avec le capitalisme » (Reuters, 31 août).

Mais les organisations qui se prétendent « révolutionnaires » comme la LCR et LO se comportent comme si pour elles aussi, le grand soir, c'était fini. Pour ces réformistes, les revendications maximum ne vont pas au-delà de la préservation ou de l'amélioration graduelle des maigres avantages sociaux de l'Etat-providence concédés par le capitalisme. Ce que demandaient les programmes électoraux, tant celui d'Arlette Laguiller que celui d'Olivier Besancenot, dans la récente campagne, c'était essentiellement le retour à la situation dans laquelle ce pays était il y a 30 ans. Comme nous l'avons dit à l'époque : « on ne peut revenir comme ça 30 ans en arrière ; à l'époque l'Union soviétique existait, et beaucoup de travailleurs avancés voyaient en elle la preuve qu'il est possible d'instaurer une société où la classe capitaliste est expropriée. C'est la peur de l'Union soviétique, qui avait des chars à 500 kilomètres de Strasbourg et un fort parti communiste dans les banlieues et les usines de France, qui explique en partie les concessions que la bourgeoisie accordait face aux luttes des travailleurs. Elle était prête à supporter un taux de profit plus bas de peur de tout perdre. C'était cela la base de l'"Etat-providence". » (*le Bolchévik* n° 179, mars). Malgré la domination stalinienne et malgré l'austérité et la pauvreté relative des économies des pays de l'Est, il n'y avait pas de chômage, pas de terreur raciste massive, comme à l'Ouest, parce que les capitalistes avaient été expropriés et l'économie collectivisée. Ces acquis n'avaient jamais été obtenus pour la classe ouvrière dans les pays capitalistes les plus riches.

La restauration du capitalisme en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS en 1991-1992 était une défaite historique pour le prolétariat qui a créé le contexte non seulement pour les attaques des patrons en France aujourd'hui mais aussi dans le monde entier. Les exploités ont été enhardis et s'attaquent de plus belle au niveau de vie des travailleurs et à leurs organisations. Les puissances impérialistes se battent avec acharnement pour défendre leur sphère d'influence existante et essayer de mettre la main sur de nouveaux marchés et une nouvelle main-d'œuvre à bon marché à exploiter. La tournée expresse de Sarkozy en Afrique cet été, sa performance en Libye, et la visite « surprise » de Kouchner à ses vieux copains en Irak, ainsi que les dernières menaces de l'impérialisme français qui veut imposer avec les Etats-Unis, des sanctions meurtrières contre l'Iran, et même bombarder ce pays si ses dirigeants ne s'inclinent pas devant les diktats de l'Ouest, tout cela c'est pour développer le pillage de l'impérialisme français. La France, qui est beaucoup plus faible que les Etats-Unis et même que l'Allemagne et le Japon, met ses ambitions de politique étrangère au niveau de son statut de puissance impérialiste de troisième catégorie. Lorsque

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy Réalisation : Guillaume José

Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier

Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269

Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP.

Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

C'est avec un profond regret que nous informons nos lecteurs du décès de notre cher camarade Gérard Le Méteil, mort à Dieppe le 3 septembre dans des circonstances inconnues alors qu'il avait été arrêté parce qu'il aurait été, selon la police, en état d'ébriété sur la voie publique. Nous transmettons nos sincères condoléances en particulier à Nicolas, son fils de 8 ans, ainsi qu'à Valérie, la mère de Nicolas, à toute la famille Le Méteil et à ses nombreux amis. Comme l'écrivait un de ses proches camarades en lui rendant hommage : « La perte de Gérard est immensément douloureuse pour nous tous, pour notre parti et pour chacun d'entre nous. C'est une perte politique et c'est aussi une perte personnelle. Chacun appréciait Gérard à ces deux niveaux, comme camarade et comme ami. Le parti était sa raison d'être, et il faisait toujours passer les besoins du parti avant ses propres convenances. Il lui a consacré les 25 meilleures années de sa vie. »

Gérard a été recruté à la LTF en avril 1982 et a été élu au comité central de la LTF lors de sa Onzième Conférence nationale en décembre 1989. Il a été gagné à la Ligue trotskyste, section française de la Tendence spartaciste internationale (aujourd'hui la Ligue communiste internationale [quatrième-internationaliste]) en partie en travaillant avec nous pour construire une manifestation ouvrière de front unique contre les fascistes, à

l'initiative de la LTF, en décembre 1981 à Rouen. Parmi les quelque 400 ou 500 manifestants, dont 200 militants syndicaux, il y avait aussi un cortège de l'Ecole normale d'instituteurs que Gérard avait organisé avec un camarade de la LTF. Cette mobilisation a renforcé les racines de la LTF à Rouen où Gérard a milité une grande partie de sa vie.

L'importance d'un parti léniniste d'avant-garde et la position trotskyste de défense de l'Union soviétique ont été les questions clés dans le recrutement de Gérard qui venait d'une organisation sportive du PCF. Peu de temps avant d'adhérer à la LTF, Gérard avait pris part à un meeting de la LTF à la faculté de Tolbiac à Paris le 2 mars 1982. Quelques mois plus tôt, dans l'Etat ouvrier déformé polonais, le régime stalinien avait fait échec au « syndicat » réactionnaire Solidarność. La France, sous le gouvernement de front populaire de Mitterrand, était aux avant-postes, en Europe, de la campagne anti-soviétique à laquelle participaient activement les pseudo-trotskystes.

Comme partout la situation à la faculté de Tolbiac était très tendue. Les camarades de la LTF à Rouen se faisaient lit-

éralement cracher dessus par des militants de gauche qui, quelques temps plus tôt, avaient manifesté avec nous contre les fascistes. Nos camarades à Tolbiac avaient reçu des menaces par téléphone et Gérard était venu de Rouen pour nous aider à défendre notre meeting contre une meute de plus d'une trentaine de pseudo-trotskystes et autres. A la fin du

meeting, une bande de vigiles et d'« autonomes » se liguerent pour nous attaquer à la sortie. Un camarade se souvient que dans les confrontations physiques qui ont suivi « Gérard avait fait preuve de beaucoup de cran et de courage physique et avait pu placer quelques bons coups de poing. » Quelques temps après cette expérience, Gérard a demandé à adhérer à la LTF.

Dans les sept années qui ont suivi, il était connu sur la fac de Rouen comme un activiste extrêmement énergique et plein de talent. Il pouvait monter sur une table du restaur-U et faire des discours passionnés afin de mobiliser des étudiants pour manifester contre une atrocité perpétrée par le gouvernement ou l'administration de la fac. Ce travail impliquait aussi un combat politique quotidien contre nos opposants de gauche. C'est en cherchant constamment à gagner les gens, et à comprendre d'où ils venaient pour trouver les arguments convaincants, que Gérard a acquis la sagesse et la profondeur politique qu'on lui connaissait. Gérard a plus tard

cherché à communiquer cette expérience en formant nos jeunes camarades, dont plusieurs sont devenus des cadres de la LTF ou d'autres sections de la LCI.

Gérard était enseignant et membre de longue date du SNUipp. Sa mort n'est pas passée inaperçue dans la gauche et parmi les syndicalistes de la région et ailleurs. Des postiers ont observé une minute de silence à sa mémoire dans une assemblée générale pendant le quart de nuit au centre de tri de Créteil le 5 septembre.

Comme il avait été solidement gagné à la position que nous sommes avant tout le parti de la Révolution russe, c'est tout naturellement que Gérard a pris congé de son travail pour se jeter dans notre intervention dans la révolution politique qui s'amorçait en Allemagne de l'Est en 1989-1990. Connu comme quelqu'un qui regardait plus loin que l'hexagone, il suivait le travail de toute l'internationale avec la plus grande attention. Excellent chef militaire, il était chargé de notre service d'ordre lors de la manifestation de juillet 2001 à Gênes contre les impérialistes du G8, où les violences policières ont fait au moins un mort parmi les jeunes manifestants.

Gérard Le Méteil



Le Bolchévik



1959-2007

Gérard était un camarade particulièrement cultivé en matière de politique française et d'histoire du mouvement ouvrier, et ses connaissances s'étendaient aux colonies et ex-colonies françaises. Il a fait des recherches et tenu un meeting sur la grève générale de juin 1936, lors de laquelle les staliniens avaient saboté la possibilité d'une révolution ouvrière. Un article basé sur sa présentation a été publié dans *le Bolchévik* n° 179 et 180 au printemps de cette année. Il était toujours curieux de nouveaux livres, notamment sur l'histoire des crimes de l'impérialisme français, en particulier sur la guerre d'Algérie, et il savait combien la bourgeoisie française est toujours animée de la même haine lorsqu'elle s'acharne contre les immigrés maghrébins, leurs enfants et petits-enfants. C'était souvent Gérard qui proposait au parti de prendre fait et cause pour une famille immigrée ou pour un campement de Roms, victimes des attaques racistes du gouvernement ou autre.

L'une de ses forces était de comprendre les contradictions dans la société et dans la gauche. Il était souvent en mesure de mener à bien une intervention du fait de sa compréhension politique et de sa confiance dans la puissance de notre programme. Comme l'écrivait un camarade : « C'était quelqu'un à 100 %, dans ses amours et dans ses haines, un communiste à 100 %, quelqu'un qui vous inspirait. C'était un activiste, un dirigeant, un excellent orateur à la voix grave, quelqu'un issu d'un roman de Zola, passionné, et il avait toujours une lueur triste et tragique dans le regard. »

Vers le milieu des années 1990, après la contre-révolution en Union soviétique et en Europe de l'Est, Gérard a eu une crise personnelle et a quitté le parti pour un an ou deux. C'est après la vague de grèves de décembre 1995 qu'il est revenu à la politique. Il avait beaucoup réfléchi aux problèmes de la section française, et les camarades se souviennent qu'il apportait une bouffée d'air frais, regonflé par les luttes de classe qui venaient de se produire, et comme toujours il faisait plein d'observations intéressantes et stimulantes sur ce qui se passait dans le pays et dans le monde. En septem-



Valérie

Gérard et son fils Nicolas

bre 1996, il a été réélu au comité central, dont il est resté membre jusqu'à sa mort.

Ses camarades et amis ont du mal à accepter sa mort. Il n'avait que 48 ans et, depuis sa jeunesse, c'était un athlète doué qui avait couru plusieurs marathons. Nous espérons clarifier les circonstances de sa mort. Le 9 septembre, à Paris, des camarades, amis et membres de sa famille se sont réunis pour honorer sa mémoire devant le mur des Fédérés au cimetière du Père-Lachaise. Une lettre du secrétariat international de la LCI saluait ainsi notre camarade et ami :

« Gérard s'est battu pour l'émancipation des ouvriers et de tous les opprimés dans le monde et pour la transformation de la société, du capitalisme au socialisme, par la révolution socialiste. Pour réussir, cette révolution libératrice exige la direction d'un parti révolutionnaire de l'avant-garde ouvrière – la Quatrième Internationale, que nous, la Ligue communiste internationale, nous efforçons de reforge. Ce souvenir de Gérard, notre camarade, est pour nous la meilleure assurance que l'esprit de l'humanité, qui aspire à la solidarité, est indomptable. »



Photos le Bolchévik

A gauche : Gérard en tant que responsable du service d'ordre du cortège de la LTF dans la manifestation antiguerre du 15 février 2003 à Paris. A droite : camarades et amis de Gérard chantant *l'Internationale* lors d'une cérémonie organisée par la LTF le 9 septembre au mur des Fédérés pour honorer sa mémoire.

Lutte ouvrière invite à sa fête un contre-révolutionnaire chinois



Le Bolchévik

Cai Chongguo, habitué plutôt aux salons ministériels et aux radios anticommunistes, est ici quelque peu surpris d'être invité à animer un forum « marxiste ».

Lors de sa fête annuelle tenue fin mai, l'organisation réformiste Lutte ouvrière (LO) a invité un certain Cai Chongguo à présenter son dernier livre, *Chine : l'envers de la puissance*, et à donner ses impressions sur la situation en Chine devant ce rassemblement « socialiste ». Cai est le représentant en France du journal *China Labour Bulletin* (CLB, aujourd'hui diffusé uniquement sur Internet) basé à Hongkong. Prétendant défendre les droits des ouvriers et lutter pour des syndicats « indépendants », le CLB est une coterie soutenue par les impérialistes, qui cherche à cyniquement manipuler le mécontentement et les récriminations légitimes de la classe ouvrière chinoise pour promouvoir la contre-révolution capitaliste en Chine, le plus grand et le plus puissant des Etats ouvriers déformés restants.

La Ligue trotskyste de France (LTF), section de la Ligue communiste internationale (LCI), a dénoncé LO pour avoir invité Cai ainsi que pour son soutien historique à de semblables forces contre-révolutionnaires durant les années de la deuxième guerre froide contre l'ex-Union soviétique. Prenant la parole pendant la discussion lors du forum de Cai, nos camarades l'ont dénoncé comme agent de l'impérialisme et ont présenté notre programme trotskyste : pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste et pour la révolution politique prolétarienne pour déloger la bureaucratie stalinienne de Pékin et établir un régime prolétarien internationaliste basé sur des soviets (conseils) ouvriers et paysans. Cette perspective requiert la direction d'un parti léniniste-trotskyiste qui se place à la tête des masses travailleuses et qui dirige les luttes des ouvriers vers le pouvoir politique. Dans cette voie, il est nécessaire de combattre politiquement ceux qui cherchent à lier les luttes des ouvriers chinois aux forces de la contre-révolution capitaliste « démocratique ».

Le CLB et son fondateur, Han Dongfang, sont en liaison directe avec les impérialistes US et européens. Han intervient depuis des années sur Radio Free Asia (RFA), basée à Washington et vers laquelle le site internet du CLB fournit un lien direct. Un camarade de la LTF a détaillé le caractère pro-impérialiste du CLB en notant que « le CLB travaille en collaboration avec le Congrès américain et RFA, qui est la radio de la CIA en Asie, sous la responsabilité entre autres de Condoleezza Rice » qui fait partie du conseil d'administration de cette station. En Europe, Cai Chongguo se présente comme le « spécialiste » de la Chine auprès des impérialistes. Cai a carrément déclaré en introduction de son exposé : « Je parle trois à quatre fois par semaine et trois ou quatre fois par jour [...] sur BBC, Radio Free Asia, Radio internationale française et Radio internationale allemande, et bien sûr parfois sur Voice of America, section chinoise. »

Deux semaines avant la Fête de LO, Cai était programmé pour prendre la parole à Berlin, sur « les droits au travail » en Chine, à l'invitation

de l'Union européenne. Mais la réunion a été annulée suite à la protestation du gouvernement chinois. En décembre, Cai avait été l'hôte de Nicolas Sarkozy, ancien ministre de l'Intérieur et actuel président, qui recevait Cai et d'autres « spécialistes de la Chine » Place Beauvau, le siège de la police, pour discuter de la posture de l'impérialisme français envers la Chine au sujet du commerce, des « droits de l'homme » et de l'indépendance de Taiwan, bastion de la bourgeoisie chinoise en exil. (Une page web affichée le 14 décembre 2006 sur le blog de Cai, « Journal d'un Chinois », décrit son « petit déjeuner avec Sarkozy ».) Contre les appels contre-révolutionnaires à l'indépendance de Taiwan ou à la réunification capitaliste avec la Chine continentale, un intervenant de la LTF a indiqué le programme de la LCI pour la « réunification révolutionnaire [de la Chine] avec Taiwan, c'est-à-dire qu'il faut une révolution socialiste à Taiwan qui chasse la bourgeoisie, et une révolution politique sur le continent ».

LO encourage la contre-révolution

La Révolution chinoise de 1949 a mis fin au règne des capitalistes et propriétaires terriens rapaces et a libéré de l'assujettissement impérialiste la nation la plus peuplée de la terre. Résultat de la victoire militaire des forces de guérilla paysannes dirigées par le Parti communiste chinois (PCC) stalinien, la Révolution de 1949 était bureaucratiquement déformée dès l'origine, rendant nécessaire une autre révolution, politique, pour déloger le régime bureaucratique et nationaliste.

Dans son nouveau livre, l'anticommuniste virulent Cai encense l'« autonomie » des villages de la Chine pré-révolutionnaire ! Dénonçant cette sornette réactionnaire, un des intervenants de la LTF a affirmé qu'avant 1949, « les paysans n'avaient rien à manger et vendaient leurs enfants » et

que la Révolution chinoise « était une grande avancée pour les paysans et la classe ouvrière en Chine ». Notre camarade a continué : « Aujourd'hui, c'est une bureaucratie qui est au pouvoir, comme en 1949, avec ses propres contradictions. Il faut absolument défendre la Chine contre les impérialistes et les contre-révolutionnaires à l'intérieur », ajoutant que c'est la classe ouvrière qui doit instaurer « son propre pouvoir basé sur les soviets ».

Il n'y a que la LTF qui ait protesté contre la présence de Cai à la Fête de LO. Tout comme nous défendons sans hésitation la Chine contre la contre-révolution capitaliste, de même nous défendons inconditionnellement les autres Etats ouvriers déformés restants – Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord. Le retour de l'assujettissement impérialiste en Chine et le démantèlement des acquis de la Révolution de 1949 qui l'accompagnerait, seraient catastrophiques pour les masses de ce pays. A l'échelle internationale, les ouvriers et les opprimés seraient soumis à des attaques renouvelées de la part des dirigeants bourgeois qui se délectent de triomphalisme sur la « mort du communisme », comme cela s'est passé à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique.

En même temps, nous autres, trotskystes, sommes très conscients des crimes de la bureaucratie stalinienne vis-à-vis de la classe ouvrière chinoise. Le programme du PCC de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme et sa fidélité historique au dogme du « socialisme dans un seul pays » représentent une menace à la survie même de l'Etat ouvrier déformé chinois. La bureaucratie stalinienne est une caste parasite qui simultanément dépend des formes de propriété collectivisées de l'Etat ouvrier et agit comme courroie de transmission des pressions de l'impérialisme, sapant l'Etat ouvrier.

LO, comme les autres partis réformistes qui continuent, rarement il est vrai, à se réclamer du trotskysme, montre par son parrainage de « dissidents » contre-révolutionnaires comme Cai que la perspective qu'ils proposent à la classe ouvrière chinoise est un retour de la camisole impérialiste sur la Chine. L'un des intervenants de la LTF a montré en détails comment Cai est courtisé non seulement par les impérialistes mais aussi par leurs valets dans la bureaucratie syndicale en France et internationalement : « Le fait que le CLB soit soutenu par les bureaucrates de FO, de la CFDT ou de l'"AFL-CIA" aux Etats-Unis ne fait que souligner la trahison des directions réformistes de ces syndicats. » Le camarade a indiqué notre opposition à Solidarność le « syndicat » polonais de Lech Walesa soutenu par la CIA et le Vatican qui a été le fer de lance de la contre-révolution en Europe de l'Est et observé : « C'est avec justesse que le journal *le Monde* compare Han Dongfang avec Lech Walesa. » Notre intervenant a poursuivi :

« Ce n'est pas surprenant que Lutte ouvrière invite Cai à sa fête. Dans les années 1980, LO a soutenu toutes les tentatives contre-révolutionnaires, comme Solidarność, [LO] a soutenu la réunification capitaliste de l'Allemagne, s'est opposée à l'Armée rouge en Afghanistan. Nous, au contraire, nous avons appelé à combattre la contre-révolution en Pologne et en Allemagne de l'Est. »

C'était au nom de « syndicats libres » que l'argent de la CIA a été utilisé pour acheter les dirigeants syndicaux et recruter des mercenaires pour scissionner, écraser et soumettre des syndicats combattifs en Europe de l'Ouest au

début de la guerre froide antisoviétique, comme le décrivait *Spartacist* n° 18-19, hiver 1981-1982, « Solidarité roule pour la CIA et les banquiers ». La scission en 1947-1948 de la CGT, confédération dirigée par le PC, qui a donné naissance à Force ouvrière, était financée par la CIA, avec le consentement et l'assistance de la social-démocratie française viruellement anticommuniste.

Comme pour l'ex-Union soviétique et l'Europe de l'Est, l'appel en Chine à des « syndicats libres » émanant de Radio Free Asia, du CLB et de la « gauche » à leurs basques, est un appel à la mobilisation des ouvriers contre leurs intérêts historiques, pour la contre-révolution « démocratique ». Comme l'a souligné un intervenant de la LTF, dans les Etats ouvriers dirigés par les staliniens, nous luttons historiquement pour « des syndicats indépendants de la bureaucratie qui soient basés sur le principe de la défense de l'Etat ouvrier et qui luttent pour défendre l'économie collectivisée contre les privatisations ». Cela n'a rien de commun avec la campagne du CLB pour des « syndicats libres indépendants », qui était un élément clé de la présentation de Cai.

LO trahit les intérêts des ouvriers en Chine et ici même

Lutte ouvrière a toujours caractérisé de façon absurde la Révolution chinoise de 1949 de révolution bourgeoise et la Chine d'Etat bourgeois. Mais depuis 1998 LO soutient publiquement que cet Etat supposé bourgeois avait en fait accompli « la collectivisation des terres », introduit « des progrès considérables » dans le travail, le logement, la santé et l'éducation, et que l'« industrie s'était développée, avec une croissance moyenne de 9 % par an » (« Exposés du Cercle Léon Trotsky » n° 101, 27 janvier 2006). LO admet également qu'il n'y a pas de comparaison entre ce niveau de progrès et la situation dans les pays semi-coloniaux tels que l'Inde.

LO essaie d'expliquer l'impact positif de la Révolution chinoise comme étant le résultat de la politique de l'étatisme, à savoir de la gestion de l'économie par l'Etat. Cette notion ne fait aucune distinction entre un Etat bourgeois et un Etat ouvrier, en présentant l'Etat comme fondamentalement neutre : un appareil administratif placé au-dessus des classes et non l'outil central de la classe dirigeante pour maintenir sa domination.

Sous la forte pression de l'opinion publique bourgeoise anticommuniste, le charabia « théorique » antimarxiste de LO a pour but de prendre le côté des bourgeoisies impérialistes contre l'Etat ouvrier déformé chinois. Dans le contexte français, la description révisionniste de l'Etat comme un organe « neutre » se reflète dans les appels fréquents de LO à l'Etat bourgeois pour qu'il agisse dans l'intérêt de la classe ouvrière française. Cela s'est clairement manifesté dans le programme de LO dans les récentes élections présidentielles et dans son appel à la classe ouvrière pour qu'elle vote au second tour pour le front populaire anti-ouvrier dirigé par Ségolène Royal (voir *le Bolchévik* n° 180, juin).

Nous affirmons que la défense des intérêts des ouvriers en France et dans les autres pays capitalistes est inséparable de la défense des Etats ouvriers restants. Dans les batailles critiques à venir qui décideront du sort de la République populaire de Chine, les trotskystes se battront contre les Lech Walesa d'aujourd'hui et leurs entremetteurs de « gauche », comme nous l'avons fait pour l'ex-Union soviétique et l'Europe de l'Est. Il s'agit d'un élément crucial de la lutte de la LCI pour reformer la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 896, 3 août

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Les sionistes resserrent leur étau pendant que le Hamas prend le contrôle du ghetto de Gaza

Les Etats-Unis et Israël provoquent un conflit sanglant entre Palestiniens



AP



Reuters



AP

25 juin : un char israélien devant la barrière qui entoure Gaza (ci-dessus) ; des partisans du Hamas emprisonnés par les forces de sécurité contrôlées par le Fatah dans la ville cisjordanienne de Jénine (en haut). En bas : des combattants du Hamas s'emparent du siège de la Sécurité préventive, dirigée par le Fatah, le 14 juin à Gaza.

Quelques jours après que les intégristes islamiques du Hamas ont pris le contrôle de la bande de Gaza, le Premier ministre israélien Ehoud Olmert rencontrait le roi Abdallah II de Jordanie et le président de l'Autorité palestinienne (AP) Mahmoud Abbas en Egypte, le 25 juin, lors d'un sommet organisé par le dictateur égyptien Hosni Moubarak. Abbas avait obligeamment dissous le gouvernement élu d'Ismaïl Haniyeh, dirigeant du Hamas, tandis que les forces du Fatah arrêtaient les militants du Hamas en Cisjordanie. Sous les applaudissements de ses bailleurs de fonds impérialistes et sionistes et des régimes arabes bourgeois vénaux, Abbas a installé un « gouvernement d'urgence » trié sur le volet. Pour bien montrer qui commande dans les territoires occupés, Israël planifiait sa prochaine attaque contre les Palestiniens alors même que les quatre dirigeants se rencontraient en Egypte. En quelques jours, les forces israéliennes ont tué une vingtaine de Palestiniens dans le ghetto de Gaza et attaqué la ville de Naplouse, en Cisjordanie, tuant au moins un combattant du Fatah.

Exacerbé par Israël et les impérialistes, le conflit sanglant entre le Hamas et les nationalistes petits-bourgeois du Fatah n'est que le dernier chapitre en date de la tragédie des Palestiniens. Par toute une gamme de sanctions économiques, les Etats-Unis, Israël et les puissances européennes avaient affamé les Palestiniens pour les punir de la victoire électorale

remportée en janvier 2006 par le Hamas que les sionistes et les impérialistes qualifient depuis des années de « terroriste ». L'AP d'Abbas, qui poursuit ses intérêts contre ses rivaux du

**Défense du peuple palestinien !
Pour une fédération socialiste
du Proche-Orient !**

Hamas, joue le rôle d'instrument consentant de Tel-Aviv et Washington.

Les marxistes révolutionnaires n'ont soutenu aucun des deux camps dans l'affrontement fratricide entre le Hamas et le Fatah. En même temps, nous défendons militairement le Hamas contre les agressions armées de la part d'Israël ou des Etats-Unis, sans donner aucun soutien politique à ce groupe intégriste réactionnaire.

L'étincelle qui a déclenché l'affrontement à Gaza a été le déploiement, début mai, dans la ville de Gaza, malgré l'opposition du Hamas, de 3 000 hommes des forces de sécurité liées au Fatah. Le Hamas a aussi pris ombrage de la nomination par Abbas de l'ex-homme fort de Gaza, Mohammed Dahlan, au poste de conseiller à la sécurité nationale. (Aux termes des accords d'Oslo signés en 1993 sous le parrainage

des Etats-Unis, Dahlan avait été chargé de mettre sur pied les services de sécurité de l'AP à Gaza, et il avait dirigé, en collaboration avec la CIA, la répression brutale du Hamas.) Des responsables américains ont ouvertement promis d'apporter à Abbas un soutien militaire contre le Hamas, dans le cadre d'une aide de 84 millions de dollars ; Israël a fait savoir qu'il autoriserait des livraisons d'armes à la Garde présidentielle d'Abbas, ainsi que l'entraînement de ses forces par des conseillers américains en Cisjordanie. Après la prise de Gaza, le Hamas a affirmé s'être emparé d'un arsenal du Fatah d'une valeur de 400 millions de dollars.

A la mi-mai, Israël a autorisé environ 500 loyalistes du Fatah à pénétrer dans Gaza, depuis l'Egypte, par le poste-frontière de Rafah, ce qui a déclenché les combats. Les forces du Fatah avaient été entraînées en Egypte sous la houlette du lieutenant-général américain Keith Dayton qui déclarait le 23 mai, devant une commission du Congrès, que « nous avons une zone temporaire de sécurité presque complète du côté palestinien, financée en grande partie par les Néerlandais, les Britanniques, les Norvégiens et les Canadiens ». Qu'il s'agisse de la camarilla réactionnaire de Bush ou du Parti démocrate, ardent partisan d'Israël, la classe dirigeante américaine soutient depuis longtemps Israël, considéré comme un bastion des intérêts américains au Proche-Orient.

Au moins 150 Palestiniens ont été tués dans ces affrontements, lors desquels un envoyé américain aurait déclaré « j'aime cette violence ». Au lendemain de la défaite du Fatah, Israël, l'Egypte et les impérialistes ont renforcé le bouclage de Gaza, provoquant une diminution supplémentaire d'un approvisionnement en produits alimentaires déjà bien maigre. Bush a déclaré qu'Abbas est maintenant « le président de tous les Palestiniens ». Le gouvernement Olmert a commencé à reverser à l'AP une partie des centaines de millions de dollars d'impôts palestiniens qu'il avait confisqués depuis l'élection du Hamas, et a dit qu'il libérerait environ 250 des 11 000 Palestiniens qui croupissent dans les geôles sionistes, une promesse qui n'inclut pas plusieurs dizaines d'élus du Hamas.

Entourée d'une clôture électrifiée, de frontières hermétiques et de la Méditerranée, Gaza n'est guère qu'un camp de concentration, où sont enfermées 1 500 000 personnes. Même après avoir retiré ses forces militaires de Gaza en 2005, Israël maintient l'isolement de cette zone. Les forces israéliennes lancent des bombes et des missiles sur Gaza, et y mènent de nombreuses incursions. Des enfants allant à la plage sont

impunément abattus par des soldats sionistes.

La population palestinienne de Cisjordanie n'est pas beaucoup mieux lotie. Cette zone est presque totalement isolée par un mur de l'apartheid qui découpe les territoires palestiniens, séparant ainsi les fermiers de leurs terres. Une série kafkaïenne de postes militaires de contrôle et de routes « réservées aux Juifs » rend les déplacements de ville à ville pratiquement impossibles pour les Arabes. Des Palestiniens ayant besoin de soins médicaux meurent et des femmes accouchent dans les files d'attente de ces postes de contrôle. Appuyés par des milliers de soldats, au moins 450 000 colons sionistes occupent la Cisjordanie. **Israël, bas les pattes devant Gaza ! Tous les soldats et colons sionistes, hors de Cisjordanie et de Jérusalem-Est !**

Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

La longue histoire des trahisons du Fatah, la composante centrale de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) fondée par feu Yasser Arafat, combinée au poids de l'oppression sans répit d'Israël, a ouvert la voie à la montée des réactionnaires du Hamas. L'emprise du Hamas sur la société palestinienne se manifeste par le renforcement de l'oppression des femmes, symbolisée par le foulard et le voile. Cette situation démontre nettement la banqueroute politique du nationalisme palestinien, dont le programme est basé sur l'alliance avec les régimes bourgeois arabes sanguinaires et les appels aux impérialistes et à leurs officines, comme les Nations Unies.

Au cœur de la question israélo-palestinienne, il y a l'impossibilité, dans un cadre capitaliste, d'une solution juste au problème national pour le peuple palestinien et le peuple de langue hébraïque, géographiquement interpénétrés, et qui revendiquent tous les deux la même petite parcelle de terre. Sous le capitalisme, l'exercice de l'autodétermination nationale par l'un des deux peuples se fera nécessairement aux dépens de l'autre. L'émancipation nationale des Palestiniens – incluant le droit au retour dans leur patrie de tous les réfugiés et de leurs descendants – requiert des révolutions ouvrières non seulement pour détruire de l'intérieur l'Etat sioniste, mais aussi pour balayer le royaume hachémite de Jordanie, les bonapartistes baasistes de Syrie et le régime capitaliste du Liban – des pays qui tous abritent une importante population palestinienne. La myriade de peuples de la région – dont le peuple palestinien et le peuple de langue hébraïque – ne connaîtront pas la paix, la justice ou la

Suite page 16

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$ Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto, Ontario M5W 1X6, Canada



Organe théorique
de la Ligue
communiste
internationale

Edition française :

1,50 €

(gratuit avec l'abonnement
au *Bolchévik*)

Commande par chèque
à l'ordre de :

SEDI, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Norden candidat à la présidence ?

L'IG et les postes exécutifs : le centrisme des égouts

Il y a quatre-vingt-dix ans de cela, V.I. Lénine, dirigeant du Parti bolchévique, écrivait *l'Etat et la révolution*. Pour rédiger ce magistral exposé de la conception marxiste de l'Etat, Lénine s'était inspiré de ses prédécesseurs Karl Marx et Friedrich Engels, qui avaient ajouté à leur préface de 1872 à l'édition allemande du *Manifeste du Parti communiste*, et aux éditions ultérieures, le passage suivant : « La Commune [de Paris], notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte". » Le travail sur *l'Etat et la révolution* fut « interrompu » par la Révolution bolchévique d'octobre 1917, qui mit en pratique la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par la dictature du prolétariat.



Der Spiegel

En haut : Le président social-démocrate allemand Friedrich Ebert passe en revue les troupes après la Première Guerre mondiale. Le centriste Karl Kautsky (à droite) a couvert les sociaux-chauvins. Ci-dessous : Au cours d'une manifestation de masse en décembre 1918 à Berlin, les ouvriers réclament « Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats ».



Frédéric A. Praeger

Walter Gircke



Dès sa publication, le livre de Lénine fut dénoncé par des centristes en tous genres comme un pamphlet « anarchiste », opposé à leurs versions révisionnistes du « marxisme ». Ceci n'était pas sans rapport avec le fait que les révisionnistes de tous acabit lançaient des attaques au vitriol contre l'instauration de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre. Donc quand un camarade expérimenté de la Ligue communiste internationale (LCI) a lancé une discussion sur notre politique de présenter des candidats aux postes exécutifs dans les élections bourgeoises, nous sommes allés regarder du côté de la bataille de Lénine contre ces opposants à Octobre pour nous guider.

Nous soutenions, en accord avec la pratique historique du mouvement marxiste révolutionnaire, qu'il était admissible de présenter des candidats à des postes exécutifs, tout en sachant en même temps que nous refuserions, par principe, d'occuper de tels postes. Une telle position renfermait cependant une contradiction. L'autorité exécutive commande aux « détachements spéciaux d'hommes armés » qui sont le cœur de l'appareil d'Etat ; la destruction révolutionnaire de cet Etat implique inévitablement un affrontement avec l'exécutif. Même dans les grandes révolutions *bourgeoises* en Angleterre et en France, les révolutionnaires qui avaient conquis une base au Parlement et à l'Assemblée nationale durent se débarrasser du roi et mettre en place un nouvel organe exécutif. Dans quel but mènerait-on une campagne révolutionnaire pour un tel poste ?

La Cinquième Conférence internationale de la LCI, qui s'est tenue au début de cette année, a résolu cette contradiction et a conclu que nous ne nous présenterions pas à de tels postes. Notre mot d'ordre vis-à-vis de l'Etat capitaliste doit être au contraire : « A bas les postes exécutifs ! » Ce faisant, nous pensons que nous poursuivons le travail de l'Internationale communiste de l'époque de Lénine et Trotsky en corrigeant un mauvais compromis fait lors de son Deuxième Congrès en 1920. Dans la bataille contre la position avancée par les communistes ultragauches qui réclamaient le boycott par principe des élections bourgeoises, la distinction entre se présenter à des postes exécutifs ou à des postes législatifs a été effacée. Nous avons annoncé ce changement de ligne dans un article publié dans *le Bolchévik* [n° 179, mars], le journal de la Ligue trotskyste de France, qui a été reproduit dans *Workers Vanguard* n° 890 (13 avril) sous le titre « Elections françaises : aucun choix pour les travailleurs ». L'article déclare :

« Comme le dit notre récent document de conférence, "le problème qu'il y a à se présenter à des postes exécutifs est que cela prête une légitimité aux conceptions réformistes dominantes de l'Etat". Notre raison d'être est d'amener les travailleurs à la compréhension que dans toute révolution socialiste l'Etat bourgeois doit être détruit et remplacé par la dictature du prolétariat. Lénine a enseigné cela, et toute l'histoire l'a montré. De se présenter à des élections pour des postes exécutifs représente donc un obstacle à notre but stratégique. »

Nous nous attendions à ce que nos opposants pseudo-socialistes poussent des grognements railleurs de désaccord à

propos de notre changement de ligne ; les centristes de l'Internationalist Group (IG) ne nous ont pas déçus. Ayant souligné la distinction entre organes exécutifs et parlementaires, nous avons été accusés par l'IG, non pas d'« anarchisme », le qualificatif jeté à la figure de Lénine, mais, curieusement, de « crétinisme parlementaire ». Voici le cœur de l'argument de l'IG :

« Mais, pour les révolutionnaires, le fait de présenter des candidats à des postes exécutifs comme président de la République ou maires n'implique en rien qu'ils pensent occuper ces postes dans le cadre de l'Etat bourgeois. Comme nous avons toujours souligné à l'époque où la LCI et la tendance spartaciste internationale (qui l'avait précédée) représentaient la continuité du trotskysme authentique, nous utilisons les élections comme plate-forme pour la propagande révolutionnaire. Si – cas extraordinaire – un candidat révolutionnaire avait eu suffisamment d'influence pour pouvoir être élu, c'est que le parti trotskyste aurait déjà commencé la construction de conseils ouvriers et d'autres organes de caractère soviétique. Et il insisterait que, s'ils étaient élus, ses candidats se baseraient sur ces organes de pouvoir ouvrier et non sur des institutions de l'Etat bourgeois. »

– « France : la droite dure au gouvernail »,

l'Internationaliste, mai

Ainsi, l'IG laisse ouverte, et assurément ne désavoue pas, la possibilité *qu'elle accepterait un poste exécutif* dans certains cas « extraordinaires ». Ceci n'est pas dans la « continuité » de notre ancienne position, à savoir « être candidat mais ne pas occuper le poste ». C'est au contraire une façon droitière, et en aucun cas nouvelle, de résoudre la contradiction inhérente à cette ligne. En fait, les partis communistes français et bulgare des premières années, entre autres, avaient remporté des élections à des postes exécutifs, et les communistes bulgares contrôlaient des centaines d'administrations municipales.

Dans son zèle polémique, l'IG trébuche sur la distinction élémentaire entre organes exécutifs et législatifs en écrivant :

« En réalité, nous, marxistes, nous opposons (depuis Marx) même à l'élection de présidents au moyen du suffrage universel – ce qui produit un exécutif semi-bonapartiste qui échappe au contrôle des corps législatifs. Nous nous opposons aussi à l'existence d'une deuxième chambre législative supérieure pour être foncièrement antidémocratique. Devrions-nous alors refuser de présenter des candidats aussi au sénat ? »

En un mot : non. (Sauf qu'en France la question ne se pose même pas, car le Sénat n'est pas élu au suffrage universel, mais par les maires et les membres des conseils généraux.) Il y a une distinction historique entre le Parlement et le roi. Nous n'aspirons pas à occuper le poste de commandant-en-chef de l'impérialisme US, ou de shérif local, ou, comme les « socialistes des égouts » qui dirigeaient Milwaukee et d'autres villes il y a un siècle, de maire responsable de la police (et des égouts). Mais il est possible, et parfois souhaitable, d'avoir des candidats et des élus dans un organe parlementaire, et c'est une *tactique* dans l'arsenal léniniste sur la voie de la prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat.

Assurément, le Sénat américain, par exemple, est un organe non démocratique. Mais seuls des gens atteints de crétinisme parlementaire baseraient leur participation aux élections sur les références « démocratiques » que présentent les façades institutionnelles de l'Etat capitaliste. L'IG pense-t-il que les chambres basses des républiques parlementaires bourgeoises sont authentiquement « démocratiques » ? La fraction parlementaire des bolchéviks agissait comme des révolutionnaires dans la douma de la Russie tsariste – une institution fortement non démocratique. Mais Lénine n'a jamais proposé de tactique électorale impliquant de présenter des candidats au poste de « tsar rouge ».

En 1917, Lénine n'a pas davantage proposé, après la révolution de Février – dans ces circonstances « extraordinaires » – que les bolchéviks obtiennent des portefeuilles ministériels dans le gouvernement Kérensky, auquel participaient assurément les menchéviks et d'autres « socialistes ». Au contraire, il s'est battu jusqu'au bout contre toute attitude conciliatrice envers ce gouvernement de collaboration de classes (« front populaire »), et à plus forte raison contre toute participation à ce gouvernement ; ce faisant, il a renforcé le Parti bolchévique et jeté les bases de la victoire d'Octobre.

C'est précisément dans des situations révolutionnaires que les illusions dans l'Etat capitaliste ont l'impact le plus funeste. Par exemple, en Allemagne, au cours du soulèvement révolutionnaire qui balaya le pays à la fin de la Première Guerre mondiale, le social-démocrate centriste Karl Kautsky et ses camarades d'idées prétendirent soutenir *à la fois* les conseils ouvriers et le gouvernement provisoire bourgeois – le Conseil des délégués du peuple – dans lequel ils entrèrent en novembre 1918. A la tête du Parti socialiste indépendant, une scission du Parti social-démocrate (SPD), Kautsky et Cie s'avèrent d'une grande utilité à ce même SPD et à son gouvernement.

Le SPD des Scheidemann, Ebert et Noske, tristement célèbres pour les services rendus à « leur » bourgeoisie quand ils avaient criminellement soutenu le carnage impérialiste de la Première Guerre mondiale, était largement discrédité. L'autorité de Kautsky et Cie était donc très utile pour faire accepter l'Assemblée nationale à la classe ouvrière, après quoi il fut relativement facile de démanteler les conseils ouvriers et de noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire. Et quand une situation révolutionnaire éclata en 1923, le Parti communiste allemand fit dérailler cette occasion historique en s'adaptant à la social-démocratie et même, en octobre, en participant à des gouvernements régionaux dirigés par le SPD en Saxe et en Thuringe (voir « Le Comintern et l'Allemagne en 1923 : Critique trotskyste », *Spartacist* [édition française] n° 34, automne 2001).

L'IG, avec son discours qui ménage la chèvre et le chou en voulant occuper des postes exécutifs bourgeois tout en se basant simultanément sur des organes du pouvoir ouvrier, est tout à fait dans la tradition de Kautsky. L'IG est aussi étrangement silencieux sur une occasion particulière où la Spartacist League a présenté une candidate à un poste exécutif. En 1985, nous avons présenté Marjorie Stamborg, aujourd'hui sympathisante de l'IG, comme candidate à la mairie de New York. Etant donné nos positions à l'époque, ce n'était pas un acte imprincipiel, mais au contraire une campagne menée en accord avec ce que nous pensions être une pratique communiste juste. A la lumière de ce qu'est aujourd'hui notre position, nous présenter à un poste exécutif est hors de question ; ce n'est pas une question tactique, mais une question de principe.

Les envolées lyriques de l'IG sur la probabilité qu'un « candidat vraiment révolutionnaire, à *n'importe quel poste* » (souligné par nous) finisse en prison ne répondent toujours pas à la question. Où s'arrêtera l'IG ? S'il est admissible de se présenter au poste de président ou de maire, *quid* de celui de shérif ? Après tout, les présidents sont les shérifs de tous les shérifs. S'il est possible d'accepter de tels postes, quelle conjoncture extraordinaire pourrait permettre au numéro un de l'IG, Jan Norden, d'assumer la charge de commandant-en-chef ? La « polémique » de l'IG a eu comme conséquence involontaire de faire ressortir encore plus nettement à quel point il était pour nous nécessaire et juste de prendre modèle sur Lénine, de terminer le travail inachevé de l'Internationale communiste et de renoncer à nous présenter à ces postes exécutifs.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 895, 6 juillet

Riposter aux attaques...

Suite de la page 2

L'Union soviétique existait encore, l'impérialisme français pouvait s'appuyer sur son ancien empire colonial pour prendre une posture d'indépendance. L'impérialisme américain le tolérait parce qu'il préférerait que certains pays fassent des discours et concluent des marchés avec de Gaulle ou Mitterrand plutôt que de se retrouver des satellites de Moscou. Mais aujourd'hui Sarkozy se rapproche de Bush tout en essayant d'utiliser l'Union européenne (UE) pour ses propres intérêts.

Nous sommes par principe opposés à l'Union européenne. C'est un consortium impérialiste réactionnaire qui repose sur les principales puissances impérialistes européennes qui cherchent à améliorer leur compétitivité par rapport à leurs rivaux américains et japonais en intensifiant l'exploitation de « leur » classe ouvrière, des immigrés et des masses de leurs anciennes colonies. Notre alternative ce sont des Etats-Unis socialistes d'Europe et pour cela il faut des révolutions ouvrières pour reconstruire l'Europe sur une base socialiste. Nous disons : *Troupes françaises, troupes de l'UE et de l'ONU, hors d'Afrique, hors d'Afghanistan et des Balkans !* La nouvelle force d'intervention européenne en train d'être mise en place au Tchad par Sarkozy et le britannique Gordon Brown (1 200 soldats y sont déjà stationnés) au nom de l'aide « humanitaire » au Darfour va aller engraisser Total, Areva, British Petroleum et toutes les autres sangsues dans cet endroit aux nombreuses ressources naturelles.

Non à la collaboration de classes ! Rompez avec la politique de front populaire !

La gauche, avec sa politique de trahison, a bien pavé la voie aux attaques et à la montée actuelle de la réaction, notamment grâce à la collaboration de classes avec sa propre bourgeoisie et sa croisade antisoviétique contre l'ex-URSS, croisade dont Mitterrand était le fer de lance en Europe. C'était un des principaux thèmes qui ont permis à l'Union de la gauche de venir au pouvoir en 1981, avec la participation de ministres du PCF. En gage à la bourgeoisie, en échange de postes gouvernementaux, le PCF renonça à soutenir l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan et s'est lancé dans une attaque raciste contre un foyer d'immigrés à Vitry à la veille des élections.

Le dernier gouvernement de front populaire, la « Gauche plurielle » de Jospin, dans laquelle le PS et le PC gouvernaient avec les partis bourgeois de Taubira, Chevènement et des Verts, est aussi arrivé au gouvernement après les importantes grèves de décembre 1995 mais plus généralement dans le contexte de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et des rivalités impérialistes accrues qui ont conduit à une nouvelle attaque contre les acquis gagnés précédemment. Le gouvernement Jospin-Buffet a privatisé plus que n'importe quel autre gouvernement de droite avant lui. Il a notamment privatisé Air France, expulsé des milliers de sans-papiers et mené des campagnes racistes contre les jeunes des banlieues, pavant la voie à Le Pen et à son succès au premier tour des élections présidentielles de 2002 et au retour de la droite.

L'histoire des luttes ouvrières en France et de comment elles ont été sabotées tout au long du siècle dernier, c'est l'histoire de la trahison des dirigeants ouvriers qui pratiquent la collaboration de classes. Et c'est cette même politique de front populaire qui a été poursuivie sur le terrain par les réfor-



Frédéric Dugit

Fadela Amara, ex-dirigeante de Ni putes ni soumises, actuelle secrétaire d'Etat dans le gouvernement Sarkozy, au centre d'information et de recrutement de l'armée de terre de Saint-Denis, le 13 juillet. Elle veut que l'armée française impérialiste occupant le Tchad ou l'Afghanistan ait « de la couleur ».

mistes dans la période qui a précédé les dernières élections. Six mois avant le CPE, on lançait des oeufs pourris sur les dirigeants du Parti socialiste. Mais les luttes contre le CPE leur ont permis de paraître combatifs et de redorer leur blason, avec l'aide de la LCR et de LO qui se sont joints au secrétaire du PS François Hollande, à Marie-George Buffet, au chevènementiste Georges Sarre et à d'autres dans les comités « Riposte », ravalant toutes leurs critiques habituelles du « néolibéralisme » du PS ou les reproches qu'ils font aux bureaucrates syndicaux, au nom de « l'unité dans la lutte ». Lors des récentes élections la LCR, et probablement LO, auraient certes préféré avoir Fabius comme candidat plutôt que Royal qui chantait *la Marseillaise* drapée en tricolore, mais cela ne les a pas empêchés, explicitement pour LO et implicitement pour la LCR, d'appeler à voter pour ce soi-disant « moindre mal », leur fournissant ainsi une couverture de gauche. Dans ces élections nous avons dit qu'il n'y avait « pas de choix » pour la classe ouvrière et nous n'avons appelé à voter pour l'« ordre juste » raciste et anti-ouvrier de Royal ni au premier, ni au second tour. Nous avons aussi mis les ouvriers en garde qu'à l'avenir leurs luttes seraient à nouveau détournées sur le terrain du réformisme parlementaire par la gauche collaborationniste de classes qui invoquerait les élections municipales.

Pour une direction de lutte de classe dans les syndicats !

Etant donné les intérêts irréconciliables entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, le prolétariat doit se battre indépendamment des capitalistes pour gagner quoi que ce soit. Dans les luttes qui vont inévitablement se produire, il faudra une bataille politique contre les bureaucrates syndicaux qui cherchent constamment à freiner les luttes des ouvriers et à imposer des « partenariats » pourris avec les patrons parce que, fondamentalement, ils acceptent le cadre du système capitaliste. Autrement dit ils travaillent pour que le système capitaliste de leur pays soit plus « compétitif » par rapport à ses rivaux étrangers.

La loi sur le « service minimum » est une attaque contre les syndicats eux-mêmes, qui sont des organisations de défense économique des ouvriers. Le « service minimum »,

c'est-à-dire garantir que les trains vont rouler un jour de grève, sape le but de la grève qui est d'arrêter le travail, source de profits pour les patrons. Le préavis individuel de 48 heures et le vote à bulletins secrets au bout d'une semaine de grève sont des mesures visant ouvertement à briser les grèves et constituent des moyens classiques que la bourgeoisie utilise pour essayer de briser la solidarité ouvrière. Elles rendent les ouvriers plus vulnérables à la pression des patrons. Mais face à cette attaque de très grande envergure, la seule action proposée par les bureaucrates syndicaux jusqu'à présent et au moment où elle va entrer en vigueur, a été des manifestations locales sans un seul appel à la grève. Par ailleurs la CGT a fait appel au Conseil constitutionnel pour faire rejeter la loi. Comme le rejet de l'appel de la CGT par le Conseil constitutionnel l'a montré, les institutions de l'Etat capitaliste, que ce soit le Conseil constitutionnel ou les tribunaux, ne sont pas neutres, ce sont des instruments de défense de la domination et des profits de la bourgeoisie.

Le « champ de bataille » avec la bourgeoisie qu'ont choisi les chefs syndicaux, c'est celui du « dialogue social » et une série de négociations a commencé début septembre. Alors que les capitalistes optent pour l'intensification de la répression plutôt que de faire quelques concessions pour acheter la « paix sociale », la principale préoccupation des bureaucrates est de s'assurer qu'ils continuent à être consultés un minimum sur comment mieux bernier les ouvriers. C'est pour cela que Chérèque et Mailly, les dirigeants de la CFDT et de FO, ont une fois de plus participé à l'université du MEDEF cette année. Mais la direction de la CGT, dont la base est plus combative, n'en est pas moins enfoncée jusqu'au cou dans la collaboration avec les patrons pour mettre en œuvre les attaques anti-ouvrières que la bourgeoisie estime nécessaires pour rendre le capitalisme français plus compétitif. Il ne faut pas que la trahison des travailleurs d'EDF se répète à la SNCF. A EDF la bureaucratie de la CGT a secrètement négocié avec Sarkozy pour « maintenir » les retraites pour la génération actuelle de travailleurs d'EDF-GDF mais pas pour les nouveaux embauchés, en échange de la privatisation.

Contre le programme de collaboration et de capitulation de la bureaucratie, les cheminots et les autres secteurs de la classe ouvrière ont besoin d'une direction révolutionnaire dans les syndicats. Une telle direction défendrait l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat bourgeois ; financièrement elle dépendrait seulement des cotisations de ses membres au lieu de se faire acheter par les subventions de l'Etat et des patrons. Elle rechercherait le maximum d'unité dans la lutte au lieu de la division actuelle des syndicats par affiliation politique ou catégorie professionnelle, qui est en fait un cadeau aux patrons. Elle chercherait à syndiquer les non-syndiqués, en particulier les jeunes ouvriers des banlieues qui sont embauchés sous contrat temporaire et incertain, ainsi que les ouvrières qui ne peuvent souvent travailler qu'à temps partiel et dans des conditions incertaines.

La longue et dure grève de six semaines à Citroën au printemps dernier, la plus importante dans l'automobile depuis plus de dix ans, a souligné l'importance qu'il y a à lier la colère et la révolte des banlieues contre l'oppression raciste



Jean-Michel Scot

Le gouvernement poursuit avec acharnement la terreur raciste. Ici, le 6 septembre, les CRS expulsent les sans-logis d'Aubervilliers, à l'appel de la mairie PCF.

à la puissance sociale de la classe ouvrière. Nous avons toujours fait remarquer que les jeunes des banlieues ne sont pas seulement les victimes du racisme mais qu'ils sont aussi intégrés au prolétariat industriel, même si celui-ci est en baisse. Ils font partie de la seule force sociale qui puisse renverser ce système capitaliste raciste et décadent. Il sera aussi très important dans la confrontation majeure qui se prépare entre le gouvernement et la classe ouvrière que le secteur privé, en grande partie non syndiqué et qui comporte un grand nombre d'ouvriers d'origine immigrée ou appartenant à des minorités, soit aussi mobilisé aux côtés du secteur public. Mais pour que cela se produise, les syndicats doivent se battre contre le poison raciste instillé par les patrons dont le but est de diviser la classe ouvrière. Ils doivent donc défendre les ouvriers d'origine immigrée contre la discrimination sur le lieu de travail. Plus de 10 000 travailleurs étrangers ont subi des contrôles d'identité lors du premier semestre de cette année, c'est-à-dire deux fois plus que l'année dernière tout entière. ***Nous exigeons les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leur famille.*** Les marins syndiqués de la SNCM ont empêché l'expulsion de sans-papiers vers l'Algérie. Des syndicalistes à l'aéroport de Roissy ont défendu les bagagistes contre la chasse aux sorcières raciste il y a un an. Ces actions montrent la voie. S'il y a une grève des cheminots, le gouvernement cherchera inévitablement à utiliser Vigipirate et à invoquer la « lutte contre le terrorisme » en prétendant que la grève met le pays en danger d'être attaqué par des soi-disant terroristes. Cette hystérie antiterroriste, soutenue tant par la droite que par la gauche, n'est qu'un prétexte pour s'attaquer aux minorités et à ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement ; en dehors du pays, c'est un prétexte pour justifier des interventions militaires impérialistes. Par exemple c'est le gouvernement Jospin-Buffet qui a renforcé Vigipirate après l'attaque du 11-Septembre contre le World Trade Center et qui a exploité cette attaque criminelle pour faire passer la loi sur la sécurité quotidienne dont s'est inspiré Sarkozy pour ses propres lois racistes. On ne pourra unifier la classe ouvrière qu'en combattant le racisme et le chauvinisme qui la divisent et qui sont encouragés par les patrons et leurs agents dans le mouvement ouvrier.

Taser : Bas les pattes devant Besancenot !



Comité de Défense sociale

La lettre ci-dessous a été envoyée le 27 août à la juge Sautereau, en charge du dossier Besancenot, ainsi qu'à Rachida Dati, ministre de la Justice.

* * *

Madame,

En juillet, la société SMP Technologies a porté plainte pour diffamation contre Olivier Besancenot, porte-parole et candidat de la Ligue communiste révolutionnaire aux dernières élections présidentielles, ainsi que contre le Réseau d'alerte et d'intervention pour les droits de l'homme (RAID-H). SMP Technologies est le distributeur exclusif des tasers en France et il les fournit à la police française depuis que Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, a décidé d'équiper 3 000 policiers avec cette arme. Olivier Besancenot a contesté l'attribution par Sarkozy de pistolets paralysants Taser X26 à la police, expliquant, en s'appuyant sur un rapport d'Amnesty International du 28 mars 2006, « USA : Amnesty International's continuing concerns about taser use » [USA : les inquiétudes persistantes d'Amnesty International par rapport à l'utilisation du taser], que ces pistolets ont de manière indirecte causé la mort de dizaines de personnes aux Etats-Unis. Olivier Besancenot risque de devoir payer 50 000 euros à titre de dommages et intérêts. Le Comité de défense sociale (CDDS) exige **la levée immédiate des poursuites contre Olivier Besancenot et le RAID-H !**

La documentation fournie par le rapport d'Amnesty International explique le fonctionnement des tasers et comment ceux-ci « sont destinés à paralyser les suspects en leur en-

voyant des décharges électriques de 50 000 volts. [...] Les impulsions électriques provoquent une tétanisation des muscles moteurs, ce qui immobilise et paralyse un suspect, le faisant s'écrouler. » Ce document rapporte aussi les chiffres concernant les victimes du taser : « Depuis juin 2001, plus de 150 personnes sont mortes aux Etats-Unis après avoir reçu une décharge d'un taser. De ces décès, 85 ont eu lieu aux USA après qu'Amnesty International avait publié son rapport (en novembre 2004) appelant à une suspension de l'utilisation et de la distribution de ces armes. Amnesty International a soulevé ses inquiétudes dans son précédent rapport que le nombre de décès liés à l'utilisation d'un taser augmente chaque année. Il y a eu trois morts rapportés en 2001, 13 en 2002, 17 en 2003 et 48 en 2004. En 2005 il y a eu 61 décès liés à l'utilisation d'un taser, et à la mi-février de 2006, il y a déjà eu 10 morts. »

Cette poursuite en diffamation contre Olivier Besancenot et le RAID-H a lieu dans le contexte du renforcement des attaques du gouvernement contre la gauche, les syndicats, les jeunes des banlieues et les immigrés, et vise tout le mouvement ouvrier. Elle cherche à intimider et envoyer un message clair à tous ceux qui s'opposent à l'augmentation de la répression de l'Etat contre la gauche, les syndicats, les jeunes des banlieues et les immigrés – comme la restriction du droit de grève pour les cheminots ou la rafle des sans-papiers à Lille. Cette offensive de l'Etat vise tout le mouvement ouvrier.

Le Comité de défense sociale dit : **Bas les pattes devant Olivier Besancenot ! Levée immédiate des poursuites contre Olivier Besancenot et le RAID-H !**

Pour le CDDS,
Myriam Benoît

Nous sommes le parti de la Révolution russe !

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) dont la Ligue trotskyste de France (LTF) est la section française a combattu avec acharnement la contre-révolution capitaliste dans l'ex-Union soviétique. Nous nous sommes battus pour la défense de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés, et pour des révolutions politiques prolétariennes afin de chasser les usurpateurs staliniens et leur politique de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. En 1979, contre les *moudjahidin* réactionnaires islamistes d'Afghanistan soutenus par la CIA et le gouvernement français, nous disions : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » et nous appelions à étendre les acquis de la Révolution russe aux peuples afghans ; en 1981 nous avons dit « Halte à la contre-révolution de Solidarnosc ! » et en 1989 nous avons mobilisé toutes nos forces pour lutter contre la réunification capitaliste de l'Allemagne et pour sa réunification révolutionnaire, en balayant la bureaucratie stalinienne en train d'abdiquer et en établissant une véritable démocratie ouvrière basée sur les conseils ouvriers. Après la victoire du Quatrième Reich et la défaite de notre classe en Allemagne, nous avons poursuivi la lutte en Union soviétique où nos camarades ont

distribué plus de 100 000 exemplaires de notre article d'août 1991 « Ouvriers soviétiques : écrasez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » Il n'y a que le programme trotskyste de révolution politique qui pouvait empêcher le désastre d'une contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est. Aujourd'hui nous continuons la lutte pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés qui restent : la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba, contre l'impérialisme et la contre-révolution. Nous nous opposons aux campagnes protectionnistes des patrons et des bureaucrates syndicaux contre la Chine et à leur hystérie grandissante contre les Jeux olympiques de Pékin de l'an prochain. Car, derrière cette offensive, il y a les visées des impérialistes qui veulent restaurer le capitalisme en Chine, le plus grand marché potentiel, et ouvrir le pays à une exploitation effrénée de la main-d'œuvre la plus abondante.

La restauration capitaliste en URSS et en Europe de l'Est a rejeté en arrière la conscience de classe du prolétariat. L'immense majorité des ouvriers ne voient plus leurs luttes comme un combat pour de nouvelles révolutions socialistes. La tâche d'un parti révolutionnaire, à l'approche du 90^e anniversaire de la Révolution russe d'octobre 1917 dirigée par le parti bolchévique de Lénine et Trotsky, la première et jusqu'à

maintenant la seule révolution ouvrière victorieuse de l'histoire, c'est d'expliquer qu'il n'existe pas de raccourci pour remédier aux déprédations et à la décadence capitalistes et qu'il faut de nouvelles révolutions d'Octobre.

Les réformistes se plaignent aujourd'hui des attaques contre l'Etat-providence, mais lorsqu'ils ont soutenu les forces contre-révolutionnaires en Europe de l'Est et en Union soviétique au nom du « pluralisme politique » et de la « liberté totale d'expression », qui étaient selon eux « la seule garantie de démocratie » (numéro spécial URSS, *Inprecor*, août 1991), ils ont eux-mêmes modestement contribué aux attaques actuelles contre les acquis des ouvriers de l'Ouest. La LCR a carrément soutenu Eltsine, lorsqu'il a fait son contre-coup « contre la dictature stalinienne » avec le soutien des impérialistes en août 1991. Krivine, dirigeant de la LCR à l'époque, écrivit que son organisation était « pleinement solidaire de celles et de ceux qui, sur les barricades, ont fait face à la menace des chars » (tract de la LCR distribué à partir du 3 septembre 1991). La LCR et Lutte ouvrière ont aussi soutenu la contre-révolution de Solidarność en Pologne, tant chérie par le pape et Ronald Reagan. LO a soutenu inconditionnellement et avec enthousiasme la réunification capitaliste de l'Allemagne lorsque le mur de Berlin est tombé en novembre 1989.

Réformisme new look – toujours le même obstacle

Aujourd'hui, dans le contexte de l'intensification des rivalités interimpérialistes, de la désindustrialisation croissante et des privatisations, le courant principal de la social-démocratie va de plus en plus à droite. L'exode d'un certain nombre des « éléphants » du Parti socialiste ainsi que le rejet par Royal, après la campagne électorale, de ses propres déclarations sur

la défense des 35 heures et du salaire minimum à 1 500 euros, ne fait que souligner combien les divergences sont minces entre leur programme pour gouverner l'impérialisme français, et celui de Sarkozy et Cie.

Etant donné ce mouvement à droite du paysage politique français, la LCR voit, sur le flanc gauche, une ouverture pour elle. Elle appelle à construire un nouveau parti « anticapitaliste, féministe, écologiste, internationaliste et socialiste », « mi-guevariste et mi-libertaire » comme l'a déclaré Besancenot le 26 août, qui va « rendre possible la convergence de toutes et de tous ». Face à la réaction et à la décadence capitaliste, la dernière chose dont a besoin la classe ouvrière aujourd'hui c'est du réformisme dans un emballage nouveau de la LCR. Ce réformisme est tout autant un obstacle à la hausse du niveau de conscience de la classe ouvrière qui a besoin de se préparer à prendre le pouvoir et à renverser le capitalisme.

Pour créer sa nouvelle organisation, la LCR veut se débarrasser des mots « communiste » et « révolutionnaire » dans son nom (ce n'était de toute façon que des mots vides de sens pour elle), et ne veut plus non plus prétendre agir dans la tradition du trotskysme et de la Quatrième Internationale. C'est tout à fait en accord avec son opportunisme. En 1998 déjà, sous l'impact de la publication du *Livre noir du communisme*, dans le climat de triomphalisme de la bourgeoisie, la LCR s'était publiquement demandée si les bolchéviks n'auraient pas dû renoncer à prendre le pouvoir pour la classe ouvrière en 1917 et s'ils auraient dû rejeter les règles de la « démocratie » bourgeoise (voir « "Le Livre noir du communisme" : mensonges capitalistes usés », *Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998, et « Communisme contre stalinisme : une réponse au Livre noir du communisme » de Daniel Bensaid). Plus tard, en 2003, la LCR a poursuivi dans la même

MEETING DE LA LIGUE TROTSKYSTE

90 ANS DE RÉVOLUTION RUSSE

**Luttons
pour de nouvelles
révolutions d'Octobre !
Construisons le parti
révolutionnaire
multiethnique !**

◆◆◆

**Paris,
le 7 novembre 19h30**

**Au CICP, 21 ter rue Voltaire,
75011 Paris**

(Métro Rue des Boulets)



voie en renonçant à la « dictature du prolétariat » c'est-à-dire à ce que les travailleurs soient au pouvoir. Le fait que la LCR rejette cette perspective aujourd'hui en faveur du *statu quo* montre qu'au fond elle s'accommode tout bonnement de la dictature de la bourgeoisie.

La LCR a beau invectiver le PS ces temps-ci, cela n'empêche que depuis le début de son existence elle n'a jamais dévié de son cours de politique de pression en restant bien au chaud dans le cadre du capitalisme, comme le montre le fait que, dans toutes les élections, elle appelle à voter pour le candidat du front populaire, la seule exception étant son soutien indirect à Chirac en 2002 pour « barrer la route à Le Pen ». Aujourd'hui le grand plan pour combattre les attaques de Sarkozy, c'est la même politique de collaboration de classes suicidaire qu'avant : Besancenot appelle à constituer des « comités de vigilance pour organiser la riposte et la résistance, qui associent toute la gauche – du PS à l'extrême gauche – les organisations syndicales, les collectifs ». Quand la LCR parle de « toute la gauche » elle ne se base pas sur des critères de classe. Elle inclut les Radicaux de gauche bourgeois, le MRC, les Verts petits-bourgeois, etc. Nous nous opposons à de tels blocs permanents de collaboration de classes qui sont nécessairement subordonnés au programme de leurs composantes bourgeoises.

Se saisissant des manœuvres de la LCR, LO dans son numéro de *Lutte de Classe* de cet été s'attaque féroce-ment au projet de parti « 100 % anticapitaliste » et dit qu'il faut construire un « parti révolutionnaire qui recrute sur la base de la révolution sociale ». Mais dans l'action, il s'est avéré à chaque fois que la politique de LO était tout autant un obstacle à la révolution socialiste que la variante altermondialiste-anarchisante de la LCR. Même le refus de LO de voter pour Chirac en 2002 a récemment été présenté aux membres de LO comme simplement une manœuvre électorale et non comme un principe. Comme Laguiller l'expliquait à la veille du premier tour des élections :

« Le Pen n'avait donc aucune chance d'être élu mais, maintenant, Sarkozy a bien des chances de l'être. [...] »

« Je voterai donc pour Ségolène Royal. Et j'appelle tous les électeurs à en faire autant. Mais si je fais ce choix c'est uniquement par solidarité avec tous ceux qui, dans les classes populaires, déclarent préférer "tout sauf Sarkozy". »

– Editorial de *Lutte Ouvrière*, 22 avril

Un parti d'avant-garde révolutionnaire existe précisément pour apporter à la classe ouvrière la conscience de ses intérêts historiques afin qu'elle renverse le capitalisme. Les courants réformistes par contre se mettent à la traîne du niveau de conscience actuel de la classe ouvrière ou le ramènent même en arrière, acceptant comme le disait Trotsky dans *les Leçons d'Octobre*, « l'inébranlabilité de l'Etat bourgeois ». C'est exactement le sens du vote de Lutte ouvrière « sans réserves et sans illusions » pour Royal. Pour LO, voter pour le front populaire n'est pas une question de principe, c'est une tactique opportuniste qu'on utilise lorsque la droite est très impopulaire et qu'on a peur de s'isoler des masses, et en particulier de la périphérie du PCF que lorgne LO, si on refuse de soutenir « la gauche ».

L'attitude de LO vis-à-vis des flics est une des preuves les plus claires de son programme réformiste. C'est avec ses tribunaux et ses flics que le système capitaliste impose son exploitation des ouvriers et l'oppression des masses. Loin d'être là pour protéger les gens, le rôle des flics est de s'assurer que la résistance des ouvriers à l'exploitation capitaliste est réprimée, comme beaucoup d'ouvriers qui ont participé à

une grève combative le savent très bien. Les flics, les matons et les gardiens ne font pas partie du mouvement ouvrier et n'ont pas leur place dans les syndicats. Peu après le déchaînement des flics à la gare du Nord, à peine une semaine après que quelqu'un a filmé des flics tabassant deux jeunes à Rouen, et au beau milieu d'une campagne du gouvernement pour présenter les flics racistes comme les victimes des jeunes des banlieues, voilà ce que LO avait à dire :

« Une police de proximité, que réclame entre autres le Parti Socialiste, résoudrait-elle ce problème ? Il faudrait déjà que ce ne soit pas qu'un saupoudrage de quelques policiers lâchés souvent sans formation dans des quartiers difficiles. Il faudrait aussi que les policiers aient une attitude tout autre que celle qu'ils ont lors de leurs actions "coup de poing", où tout habitant est a priori un suspect. Une police qui serait en contact permanent avec la population, au courant des problèmes de sécurité qu'elle rencontre et soucieuse de les régler, pourrait au moins permettre aux habitants de vivre mieux en contenant la délinquance, à défaut de l'éradiquer. »

– *Lutte Ouvrière*, 13 avril

Pour certains militants de LO ces déclarations ne sont que des aberrations, tout comme par exemple la signature de LO au bas de l'appel de la Ligue des droits de l'homme, en compagnie du PS, du PC, etc. pour demander le rétablissement de l'ordre contre les jeunes assiégés pendant la révolte des banlieues de 2005 (que Hardy, le dirigeant de LO, a qualifiée « d'ânerie mineure »). Mais en fait ces déclarations correspondent au programme politique de LO de réforme de l'Etat capitaliste. Et peut-être qu'aujourd'hui certains membres de LO se demandent pourquoi Laguiller s'est tellement entichée de Fadela Amara, qui est maintenant secrétaire d'Etat. Pourquoi cela ? Parce que tout comme LO, elle était un des fers de lance de la campagne de Chirac contre le voile en 2004. En tant que marxistes, et donc athées et combattant pour la libération des femmes, nous considérons que le voile est un symbole et un instrument d'oppression de la femme. Mais nous nous opposons à ce que l'Etat ou le gouvernement interdise ou impose des restrictions au port du voile, car c'est raciste et discriminatoire contre les musulmans. Contrairement à ce que prétendent les petits-bourgeois, à savoir qu'interdire le voile a pour objectif d'intégrer les musulmans dans la société, ces interdictions ne font qu'exclure les jeunes musulmanes des écoles et renforcent leur isolement et leur oppression. Ce n'est pas par hasard que la première mission officielle de Fadela Amara dans le gouvernement de Sarkozy a été de tenir un stand de recrutement pour l'armée française à Saint-Denis près de Paris, où elle se serait exclamée : « Une armée où il y a de la couleur, ça c'est la bombe ! » A bas la collaboration de classes raciste !

Dans le *Programme de transition* de la Quatrième Internationale, Léon Trotsky a écrit, à la veille du massacre de la Deuxième Guerre mondiale : « La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. » Près de 70 ans plus tard, face à la réaction raciste et nationaliste pavant la voie à de futures guerres impérialistes, cette affirmation est plus vraie que jamais. La Ligue communiste internationale et sa section française s'efforcent de construire un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique qui se fera le champion des droits de tous les opprimés. Sa tâche est d'apporter un programme révolutionnaire à la classe ouvrière, de surmonter l'arriération et les préjugés, de combattre le réformisme et tous les autres programmes petits-bourgeois qui subordonnent le prolétariat à la bourgeoisie, dans la lutte pour renverser la domination de la classe capitaliste. Rejoignez-nous ! ■

Etats-Unis/Israël...

Suite de la page 8

prospérité tant que le pouvoir bourgeois ne sera pas renversé par une série de révolutions prolétariennes qui instaureront une fédération socialiste du Proche-Orient.

La société israélienne n'est pas une masse réactionnaire uniforme, mais une société divisée en classes, avec une classe ouvrière sauvagement exploitée par « sa » classe dirigeante. Nous ne nous faisons aucune illusion : il ne sera pas facile de briser le chauvinisme de la classe ouvrière de langue hébraïque. En réalité, il faudra pour cela des événements cataclysmiques – crise économique, défaite militaire ou soulèvements révolutionnaires dans la région – pour arracher le prolétariat israélien au sionisme. Cette tâche n'est pas facilitée par les attentats à la bombe indiscriminés et criminels, perpétrés par des groupes palestiniens contre des civils israéliens et qui ne font que pousser davantage la population de langue hébraïque dans les bras des dirigeants sionistes. La clé en Israël/Palestine, comme dans toute la région, c'est de forger des partis ouvriers révolutionnaires qui mèneront une lutte sans compromis contre toutes les formes de nationalisme et de réaction religieuse.

Nulle part dans la région le prolétariat n'est « en paix » avec sa classe dirigeante. Depuis plus de six mois, l'Égypte connaît une vague de grèves qui défient la dictature de Moubarak et la fédération syndicale officielle qu'elle contrôle. Les ouvriers du textile, les cheminots, les éboueurs, les travailleurs du métro, les routiers, les ouvriers du bâtiment et d'autres secteurs encore, ont mené des centaines de sit-in et d'actions diverses, où les femmes jouent souvent un rôle dirigeant. Les travailleurs, qui protestent contre la politique de privatisation et se battent aussi pour les salaires et les conditions de travail, ont souvent obtenu satisfaction à leurs revendications de la part d'un gouvernement qui redoute l'extension de l'agitation. Pendant ce temps, en Iran, où existe un prolétariat puissant dans les champs pétrolifères et d'autres industries, la population subit une pauvreté grandissante, exacerbée par les sanctions impérialistes, ainsi que par le climat social oppressant du régime des mollahs du président Mahmoud Ahmadinejad. Depuis le 27 juin, Téhéran connaît des émeutes du carburant en réponse au rationnement de l'essence imposé par le gouvernement.

La lutte pour mobiliser le prolétariat du Proche-Orient en défense de ses intérêts propres est inextricablement liée à la lutte contre les suzerains impérialistes de la région. Tandis que les Etats-Unis continuent à dévaster l'Irak, l'extension du déploiement des troupes impérialistes, y compris celles des Etats-Unis, de la France et de l'OTAN en Afghanistan, s'est accompagnée de multiples massacres de civils. Même le président afghan Hamid Karzaï s'est senti obligé de se plaindre à ses maîtres américains. **Toutes les troupes impérialistes hors du Proche-Orient, d'Irak et d'Afghanistan, maintenant !** Nous, trotskystes, nous appelons à la **lutte de classe ici même** contre la classe dirigeante capitaliste.

Avec l'enlèvement de l'impérialisme US dans le borbier irakien, Washington continue à lancer contre l'Irak des accusations provocatrices, dont la dernière en date est que des agents iraniens seraient responsables d'un raid mené en janvier dernier contre la ville chiite irakienne de Kerbala, raid au cours duquel cinq soldats américains avaient été tués. Voilà qui est gonflé de la part des impérialistes américains dont l'invasion et l'occupation de l'Irak ont provoqué l'exil de millions de personnes et la mort de centaines de milliers



Nasser Nouri

Grève récente de plus de 20 000 ouvriers du textile à Ghazi el-Mahalia, en Égypte

d'autres, victimes de la terreur impérialiste ou du bain de sang intercommunautaire déclenché par l'occupation. Les Etats-Unis et l'ONU continuent à tenter d'empêcher l'Iran de développer son programme nucléaire dont Téhéran affirme qu'il vise à produire de l'électricité. Face aux menaces des impérialistes et des sionistes, équipés les uns comme les autres d'armes nucléaires, l'Iran a besoin d'armes nucléaires pour se défendre et dissuader les agressions. **A bas les sanctions impérialistes de l'ONU ! Bas les pattes devant l'Iran !** Ce sont les impérialistes américains et leurs séides sionistes qui menacent le monde d'une apocalypse nucléaire. Le 2 juillet, un tribunal israélien a condamné Mordechaï Vanunu, qui a passé 18 ans en prison pour avoir révélé l'ampleur de l'arsenal nucléaire israélien, à six mois de prison supplémentaires pour avoir violé les restrictions de parole qui lui sont imposées. Bas les pattes devant Vanunu ! Qu'on l'autorise, comme il le demande, à quitter Israël !

En fait, les décisions de l'ONU et de son Conseil de sécurité manifestent les intérêts des impérialistes, les principaux pays capitalistes qui sont tous en concurrence pour être la puissance dominante du monde. Certes, les Etats-Unis sont au premier rang, mais on a aussi la France. Le rôle joué le plus souvent par l'impérialisme français, c'est de louvoyer entre établir des alliances avec ses rivaux européens, notamment allemands, et rentrer dans les bonnes grâces de l'impérialisme américain. C'est l'objet par exemple du déjeuner douillet qu'a eu Sarkozy chez les Bush pendant ses vacances au New Hampshire, ou de la magouille sanglante franco-américaine au Liban l'année dernière.

Surtout l'impérialisme français cherche à établir et construire sa propre puissance, par exemple avec les récents contrats de ventes d'armes avec la Libye signés juste après la libération des infirmières bulgares et du médecin d'origine palestinienne détenus en Libye depuis 1999. Qui pourrait croire l'insistance du gouvernement français qu'il n'y avait aucun lien entre les deux événements ? Même *le Monde* (8 août) atteste que « des diplomates connaissant le contexte affirment qu'il n'en est pas ainsi. Les contrats étaient liés à la résolution du problème des infirmières, dans la mesure où ils en dépendaient. Sans la libération des infirmières, ils ne pouvaient être annoncés, ni mis en œuvre. »

Et les organisations réformistes françaises comme le Parti communiste (PC) ou la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) servent de couverture à l'impérialisme français, cherchant à le présenter comme pouvant être à l'initiative d'un

règlement de la situation.

Le PC se lamente : « [...] que font les membres du Conseil de sécurité, Etats-Unis en tête, l'Union européenne et l'ONU ? Rien ou presque. La France est muette, Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner sont aux abonnés absents. Ces silences sont scandaleux. [...] *Les principales puissances de l'ONU doivent immédiatement se mobiliser* pour organiser la reprise d'un dialogue israélo-palestinien qui relance une perspective de règlement du conflit. Elles en ont parfaitement les moyens et cela suppose que l'Union européenne et la France prennent leurs responsabilités en cessant d'assujettir leur position aux visées guerrières des gouvernements Bush et Olmert » (*l'Humanité*, 15 juin). L'ONU, de la guerre de Corée jusqu'aux sanctions de famine contre l'Irak de Saddam Hussein, est un instrument de déprédation impérialiste partout dans le monde. C'est l'ONU qui a désarmé les Palestiniens pendant la guerre civile sanglante au Liban en 1982, en préparant le massacre d'environ 2 000 civils dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila par des forces réactionnaires chrétiennes dirigées par des troupes israéliennes sous la direction du boucher Ariel Sharon. Nous sommes d'accord avec la description de Lénine de la Société des Nations, le prédécesseur de l'ONU, à savoir qu'elle est une caverne des brigands impérialistes et de leurs victimes.

La LCR, elle, refuse d'en appeler à l'ONU, trop sous la domination américaine à son goût. Mais elle partage pratiquement le même point de vue que le PC, semant les pires illusions dans les impérialistes européens sanglants. Dans un communiqué du 15 juin elle écrit : « La LCR exige de l'Union Européenne, et notamment de la France, qu'elle intervienne pour l'arrêt des agressions israéliennes, qu'elle reprenne une coopération honnête avec le gouvernement palestinien. En agissant ainsi, elle ferait preuve d'une réelle volonté de déblocage de la situation en Palestine tant à Gaza qu'en Cisjordanie. »

Les impérialistes français en tant qu'anciens maîtres coloniaux d'une bonne partie de cette région, cherchent à y assurer la poursuite de l'exploitation des richesses, notamment le pétrole. Leurs interventions, y compris militaires, n'ont rien à voir avec des préoccupations humanitaires, mais, comme le déploiement de troupes françaises au Tchad, en Côte d'Ivoire ou en Afghanistan, signifient la poursuite de l'oppression brutale des peuples. *Troupes françaises hors du Tchad et de toute l'Afrique, hors d'Afghanistan !*

Nationalisme et intégrisme islamique

Le nationalisme petit-bourgeois s'est manifestement révélé une impasse pour les masses palestiniennes. Mais la gauche réformiste, au niveau international, a aidé à paver cette impasse. A l'opposé d'une stratégie prolétarienne marxiste, des groupes liés au Socialist Workers Party (SWP) de feu Tony Cliff en Grande-Bretagne (comme la tendance cliffiste, à l'intérieur de la LCR, qui dirige Agir contre la guerre) ou se réclamant de Tony Cliff, nous disent depuis des années que l'intégrisme islamique montant « a contribué à une renaissance du sentiment anti-impérialiste, à travers le filtre de la religion » (*Socialist Review*, février 1992). Plus récemment, le SWP s'enthousiasme de la victoire du Hamas qui « a été un coup porté à l'impérialisme au Moyen-Orient » (*Socialist Worker* [Grande-Bretagne] en ligne, 23 juin).

Loin d'être « anti-impérialistes », les intégristes islamiques ont été historiquement parrainés par les impérialistes et leurs alliés pour contrer le communisme et même le nationalisme laïque. Le Hamas a en fait été initialement parrainé par Israël



AP
Septembre 1993 : le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le dirigeant de l'OLP Yasser Arafat scellent l'accord de « paix » parrainé par le président américain Clinton.

comme contrepoids aux nationalistes laïques de l'OLP. En 1978, le gouvernement israélien avait approuvé la demande présentée par un certain cheikh Ahmed Yassine pour créer une association islamique destinée à servir de paravent aux Frères musulmans égyptiens, et prédécesseur du Hamas. Non content de financer l'Association islamique, officiellement considérée comme une organisation caritative, Israël l'a aidée à prendre le contrôle de l'Université islamique de Gaza pour en faire une base d'influence parmi l'intelligentsia, tandis que les programmes sociaux de l'association aidaient les intégristes à se constituer une base parmi les Palestiniens pauvres.

Plusieurs mois après le déclenchement de l'intifada palestinienne de 1987-1993, le Hamas était fondé comme mouvement politique islamiste avec une branche armée dont l'objectif était de faire fusionner la lutte nationale, jusque-là laïque, avec un intégrisme islamique truffé de démagogie anti-juive. Israël ne rompit les relations avec le Hamas qu'à l'automne 1989, après avoir découvert qu'il avait tué deux soldats israéliens. Le cheikh Yassine a été assassiné par Israël en 2004.

Les cliffistes du SWP et d'Agir contre la guerre défendent le programme nationaliste qui a pavé la voie aux misérables trahisons du Fatah. Le SWP déclare que « le Fatah, qui était une organisation qui luttait contre le sionisme et l'impérialisme, a été transformé en une organisation qui contrôle son propre peuple pour son compte ».

Les accords d'Oslo ont effectivement marqué un tournant dans le sens où, comme nous l'écrivions à l'époque, ils représentaient un « marché grotesque sur le dos du peuple palestinien assujéti », qui « apposerait le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, opprimées depuis si longtemps » (« Accord Israël-OLP pour un ghetto palestinien », *le Bolchévik* n° 125, novembre-décembre 1993). Néanmoins, il faut bien noter que le Fatah n'était pas, au fond, « transformé ».

La base du nationalisme arabe, comme de tout nationalisme, est de prêcher l'unité des opprimés et des exploités avec « leurs » exploités et aspirants exploités. Dans cette optique, les alliés des Palestiniens ne sont pas à chercher parmi le prolétariat de la région, mais au contraire parmi les classes dirigeantes arabes. Même les plus combattifs des nationalistes palestiniens ont compris qu'ils ne pourraient pas vaincre militairement l'Etat sioniste. La stratégie de la « lutte armée » poursuivie par l'OLP dans les années 1960 et 1970 – quand, à en croire le SWP, le Fatah était « une organisation

qui luttait contre le sionisme et l'impérialisme » – était destinée à faire pression pour « l'unité arabe » contre Israël.

Mais les bourgeoisies arabes sont les ennemies de la cause de la libération nationale des Palestiniens. Entre la création de l'Etat d'Israël en 1948 et la guerre israélo-arabe de 1967, la Cisjordanie et Gaza étaient contrôlées respectivement par la Jordanie et l'Egypte. La population palestinienne restait politiquement dépossédée et soumise à une répression brutale. Pendant les dix ans qui ont suivi la guerre de 1967, près de 50 000 Palestiniens ont été massacrés par des gouvernements arabes, dont environ 10 000 militants tués par la monarchie jordanienne lors du massacre de Septembre noir en 1970.

Les appels de l'OLP aux régimes bourgeois ont été par la suite supplantés par des appels directs aux impérialistes, principalement aux Etats-Unis, et même aux sionistes, l'aboutissement étant les accords d'Oslo de 1993. L'arrière-plan de cet accord était la destruction de l'URSS par la contre-révolution capitaliste – une défaite historique pour les travailleurs et les opprimés du monde entier. L'existence de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, qui jouait le rôle de contrepoids militaire et politique face aux Etats-Unis et aux autres puissances capitalistes, donnait à l'OLP et à d'autres mouvements nationalistes et régimes du tiers-monde une marge de manœuvre entre les Soviétiques et les impérialistes. Sans le soutien diplomatique et militaire autrefois fourni par Moscou, l'OLP accepta bientôt de servir de gardiens des territoires occupés pour le compte des sionistes.

En tant que trotskystes, nous nous sommes battus pour la

défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est contre les agressions impérialistes et la contre-révolution, et pour une révolution politique prolétarienne pour chasser les bureaucraties staliniennes au pouvoir. Aujourd'hui, nous avançons le même programme pour les Etats ouvriers déformés restants : la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba. Les cliffistes et le SWP ont choisi *l'autre camp* en dénonçant l'Union soviétique comme « capitaliste d'Etat » et en se rangeant aux côtés de l'impérialisme « démocratique » et de tous les mouvements soutenus par l'impérialisme qui s'en prenaient à l'URSS, depuis Solidarność en Pologne jusqu'aux coupe-jarrets *moudjahidin* financés par la CIA, qui ont combattu l'armée soviétique en Afghanistan dans les années 1980.

La contre-révolution dans l'ex-Union soviétique – dont entre autres la LCR et les cliffistes se sont félicités – a été un désastre pour les travailleurs de ces sociétés, et a encouragé les impérialistes à redoubler leurs attaques, tout en favorisant partout dans le monde la résurgence de la réaction religieuse. Notre combat est pour de nouvelles révolutions d'Octobre. La clé pour y parvenir est de combattre l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes – et la gauche réformiste qui la colporte – afin de rendre le prolétariat conscient de sa tâche historique de fossoyeur du système capitaliste. Reforgeons la Quatrième Internationale – le parti mondial de la révolution socialiste !

– Adapté de Workers Vanguard n° 895, 6 juillet

Libérez Mumia Abu-Jamal...

Suite de la page 32

Mumia. Lorsque en 1995 son exécution avait été ordonnée, c'est un déferlement de protestations à travers le monde, y compris venant de syndicats représentant des millions de personnes, qui a retenu la main du bourreau. Cette lutte a été démobilisée par ceux qui ont alimenté les illusions dans le système de justice capitaliste en subordonnant l'appel à libérer Mumia à l'appel à un nouveau procès. En France, le Parti communiste (PC) appelle à la « libération de Mumia », mais il le fait conjointement avec son appel à un « nouveau procès ». Voyez par exemple l'appel dans *l'Humanité* du 4-5 février 2006, signé par des centaines de personnalités et d'hommes politiques, entre autres Marie-George Buffet du PC, Olivier Besancenot de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Arlette Laguiller de Lutte ouvrière (LO) soutenant un « nouveau procès équitable ». Derrière ces tentatives de dévier la lutte pour Mumia vers le système d'injustice bourgeois, il y a un *programme politique* basé sur la confiance dans l'Etat capitaliste – un programme qui va directement à l'encontre de mobiliser la puissance de la classe ouvrière pour libérer Mumia. **Il faut relancer des protestations de masse exigeant la libération de cet homme innocent !**

La procédure d'appel de Mumia prend place dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme », au nom de laquelle des droits gagnés par des luttes de classe tumultueuses sont liquidés, dans le but de terroriser quiconque se mettrait en travers de la course aux profits de la bourgeoisie et ses aventures impérialistes telles que l'occupation de l'Irak ou l'assujettissement brutal de l'Afghanistan, auquel prennent part les forces spéciales françaises. La « guerre contre le terrorisme » prend pour cible en premier lieu la population musulmane, mais elle est dirigée en dernier ressort contre

l'ensemble de la classe ouvrière. On a pu le voir ici l'automne dernier à l'aéroport de Roissy, où des dizaines de bagagistes se sont vus retirer leur badge au cours d'une chasse aux sorcières raciste qui visait à saper la puissance sociale potentielle qu'ont ces travailleurs quand ils s'unissent contre les patrons.

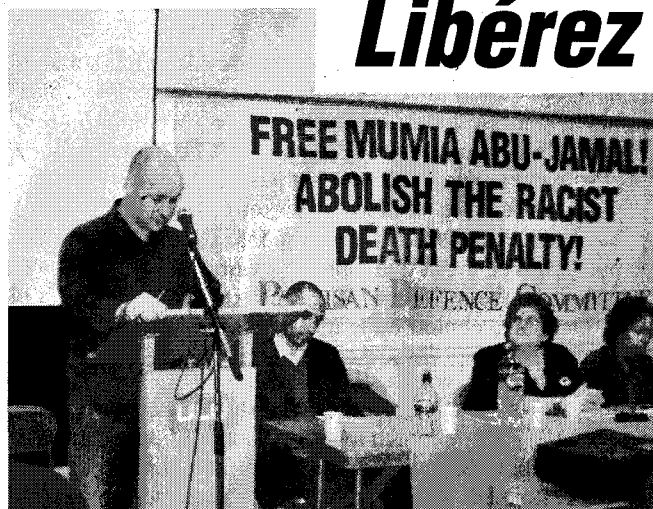
En France la peine de mort a été officiellement abolie, mais pour les jeunes de banlieue, la mort peut toujours être au bout du chemin lorsque les flics les poursuivent, comme pour Ziyad Benna et Bouna Traoré, les deux jeunes de Clichy-sous-Bois électrocutés en essayant d'échapper à une razzia policière en octobre 2005. A l'époque, leur mort avait provoqué la révolte de la jeunesse des banlieues. Alors que la Ligue trotskyste et le CDDs appelaient le mouvement ouvrier à se mobiliser en défense des jeunes, la plupart de la gauche, notamment le PS, le PC et LO soutenaient à ce moment-là le rétablissement de l'ordre par les flics. Dans le sillage de cette révolte, des dizaines de peines de prison ferme ont été prononcées à l'encontre de jeunes lors de parodies de procès à la chaîne où la « défense » n'avait même pas la possibilité de se préparer face aux accusations de la police.

Le cas de Mumia montre la nature de classe de l'Etat capitaliste. Son système de justice a fondamentalement un parti pris de classe et de race. Les flics et les tribunaux qui ont monté cette machination contre un homme innocent, le système carcéral, le bourreau, tous sont des instruments de la violence organisée utilisée pour préserver la domination de la classe capitaliste par la répression de la classe ouvrière et des opprimés. Pour détruire cet organe de répression il faudra une révolution socialiste qui renverse le système capitaliste aux Etats-Unis, en France et dans les autres centres impérialistes.

Il est urgent de relancer des mobilisations de masse aux Etats-Unis et dans le monde. Il faut unir la puissance de la classe ouvrière aux jeunes antiracistes dans la lutte pour exiger la libération de cet homme innocent. On n'obtiendra

Des rassemblements internationaux demandent :

Libérez Mumia !



Workers Hammer



Spartakist

A gauche : Paul Moffat, du Syndicat des postes et télécommunications (CWU), s'adresse au meeting organisé par le PDC à Londres le 5 mai. A droite : rassemblement pour Mumia appelé par le Komitee für soziale Verteidigung (organisation soeur du CDDS en Allemagne) le 12 mai à Berlin, dans l'immeuble de IG Metall (syndicat des métallurgistes).

MEETING PUBLIC DU CDDS À PARIS

Mumia est innocent !

Libération immédiate de Mumia Abu-Jamal !

Abolition de la peine de mort raciste !

Avec la participation de



Rachel Wolkenstein



Partisan Defense Committee (USA), ancienne membre de l'équipe d'avocats de Mumia

Parmi les autres intervenants*

Jean-François Téaldi
secrétaire général adjoint SNJ-CGT

Daniel Carreno
secrétaire adjoint SUD-TMT

Jimmy Duclos
SUD-Rail Paris Rive Gauche

*Les intervenants au meeting soutiennent les trois mots d'ordre ci-dessus, mais ne sont pas nécessairement en accord avec les appels au meeting publiés par le CDDS.

Samedi 29 septembre, 14h
Espace Saint-Martin, Salle Nicolas Roerich
199 bis rue Saint-Martin, 75003 Paris
(Métro Arts-et-Métiers ou Réamur-Sébastopol)

Comité de défense sociale
MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris
Tél : 01 42 08 01 49 - E-mail : cdds-france@hotmail.fr
Site web du PDC : www.partisandefense.org

Le Comité de défense sociale est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

pas sa liberté en prêchant la confiance dans le système de « justice » truquée ou les politiciens capitalistes. Le seul moyen de renverser la vapeur est la mobilisation du mouvement ouvrier qui a la puissance sociale d'arrêter la production. Il faut des actions et des protestations de front unique centrées sur les syndicats, représentant toute une gamme d'opinions politiques, tout en assurant à chacun le droit d'exprimer ses propres vues. **Organisez-vous dans votre syndicat, sur votre fac, dans votre quartier, pour exiger : Abolition de la peine de mort raciste ! Liberté immédiate pour Mumia Abu-Jamal !** ■

Londres

Le meeting du 5 mai, qui s'est tenu à l'University of London Union, a rassemblé plus de 90 personnes. Parmi les orateurs figuraient trois représentants syndicaux : Paul Moffat, secrétaire pour la région est du Communication Workers Union ; Glenroy Watson, président de l'union locale de Finsbury Park du syndicat Rail, Maritime and Transport (RMT) et secrétaire général du Global Afrikan Congress ; et Stephen Hedley, lui aussi membre du RMT. Moffat a souligné le « devoir de dénoncer le complot pour perpétrer le meurtre de sang-froid, prémédité, de Mumia Abu-Jamal ». Témoignant du large écho que rencontre le cas de Mumia parmi les syndicalistes, le Scottish Trade Union Congress a adopté en avril dernier une motion qui déclarait : « Que ce congrès est convaincu que Mumia Abu-Jamal doit être libéré immédiatement de prison, car il est innocent, et que la peine de mort, intrinsèquement raciste, doit être abolie. »

Parmi les autres orateurs figuraient Gareth Peirce et Matthew Ryder, deux avocats spécialistes de la défense des droits civiques. Tous les deux sont aujourd'hui connus en particulier pour s'être opposés à la répression menée au nom de la « lutte contre le terrorisme », sous l'étendard de laquelle les gouvernements américain et britannique mènent des guerres dévastatrices en Afghanistan et en Irak, en même temps qu'ils sabrent les droits démocratiques à « l'intérieur ».

Le meeting, sous la présidence de Kate Klein, du PDC [Partisan Defence Committee], commençait par l'écoute de salutations pré-enregistrées de Mumia et la projection de la vidéo du PDC *From Death Row, This is Mumia Abu-Jamal*. Klein expliquait qu'en Grande-Bretagne, le PDC avait été créé en 1989, avec la campagne pour récolter des fonds pour les victimes civiles de Jalalabad, en Afghanistan, suite à la trahison que représentait le retrait des troupes soviétiques décidé par Mikhaïl Gorbatchev, qui avait laissé les civils face à la soif de revanche des *moudjahidin* soutenus par la CIA. Au sujet de Mumia, Klein a déclaré que « le genre de pression qui aura un impact sur les tribunaux, c'est la puissance sociale du mouvement ouvrier multiracial, dans le monde entier, exigeant la libération de cet innocent ». Plus tard, Eihblin McDonald, de la Spartacist League/Britain, soulignait que la campagne pour Mumia est une occasion de porter un coup à la fois contre la bourgeoisie américaine qui veut sa mort et contre la « relation spéciale » qui unit les impérialismes britannique et américain.

Plusieurs orateurs soulignaient les parallèles entre le cas de Mumia et les machinations anti-irlandaises menées par l'Etat capitaliste britannique. Gareth Peirce notait qu'elle avait « envoyé dans le passé beaucoup de fax en faveur de Mumia en pleine nuit. Pas juste de ma part. J'avais ajouté les noms de Gerry Conlon, Paddy Hill, Billy Power, Paddy Armstrong » ; elle faisait ainsi référence aux « quatre de Guildford » – des innocents victimes d'une machination pour attentat à la

Salutations de Mumia aux meetings de Londres et Berlin

Ona Move !

Je tiens à remercier le PDC, et tous ceux qui soutiennent notre lutte pour la liberté, pour se rassembler, pour lutter, pour se battre en faveur de gens comme moi et, bien sûr, de moi-même. C'est une lutte de longue haleine et souvent amère, mais ce n'est pas fini. Je vous remercie pour tout ce que vous avez fait, et aussi pour le travail dans lequel nous nous embarquons. La bataille ne sera pas terminée avant que nous ne soyons tous libres.

Ona Move ! Longue vie à John Africa !

Depuis le couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal.

bombe de l'IRA et condamnés en Grande-Bretagne, dans les années 1970 – que Peirce avait défendus. Elle ajoutait que la campagne pour Mumia n'aurait pas pu se poursuivre pendant toutes ces années « s'il n'y avait pas eu une perception absolue de l'intégrité, et de la vérité et de la justice de ce que cette campagne affirmait, et de l'homme dont il s'agissait ».

Stephen Hedley faisait remarquer que « je viens du nord de l'Irlande, qui est toujours occupé, sous la domination britannique ». La vidéo sur Mumia, expliquait-il, « me rappelle ce qui se passe chez moi ». Hedley notait que le mouvement des droits civiques en Irlande du Nord s'était inspiré du mouvement pour les droits civiques des Noirs aux Etats-Unis, et que la détermination de l'Etat américain à tuer Mumia est similaire à la manière dont l'Etat britannique traite quiconque lève la tête. En Irlande du Nord, ceci inclut « la collusion entre la police et les paramilitaires loyalistes pour éliminer non seulement les activistes politiques, mais aussi les avocats qui défendaient ces activistes ». Tout en affirmant clairement ses désaccords politiques avec le PDC, Hedley saluait le meeting comme « un très, très bon exemple de sensibilisation ».

Plusieurs orateurs insistaient sur la nécessité de combattre l'amalgame que fait le pouvoir entre opposition politique et « terrorisme ». Wolkenstein soulignait que le PDC s'était engagé dans la défense de Mumia il y a une vingtaine d'années à la fois en raison de son opposition de principe à la peine de mort et au fait de désigner les opposants politiques comme des « terroristes ». A la fois le Black Panther Party, dont Mumia avait été un membre dirigeant dans sa jeunesse, et l'organisation MOVE, qu'il soutient, étaient considérés comme les « terroristes » de leur époque, ce qui signifiait que l'Etat pouvait simplement les abattre en pleine nuit, ou ourdir des machinations contre leurs partisans sur la base de vagues accusations d'association de malfaiteurs. Matthew Ryder, qui faisait partie de ceux qui avaient pris fait et cause pour Mumia en 1995, notait qu'invoker le terrorisme « crée un état d'urgence permanent et un état de peur permanent. Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, les formes les plus extrêmes d'action politique d'Etat peuvent être légitimées. »

C'est la question de la confiance dans les tribunaux capitalistes pour rendre justice à Mumia qui a suscité la controverse pendant la discussion. Wolkenstein avait noté dans sa présentation que quand le gros de la gauche opportuniste aux Etats-Unis – le Workers World Party, Socialist Action, l'International Socialist Organization (affiliée à l'époque au Socialist Workers Party de Grande-Bretagne) – s'était engagée en défense de Mumia, en particulier pendant et après les mani-

festations de masse en 1995, elle avait rejeté une mobilisation autour d'un appel à sa libération. Au lieu de cela, elle avait organisé son action essentiellement autour de la revendication d'un nouveau procès. Beaucoup de ces groupes « socialistes » réclament maintenant la « libération de Mumia » en conjonction avec la revendication d'un nouveau procès. Mais leur politique reste dans le cadre de la confiance dans l'Etat bourgeois, un programme directement opposé à la mobilisation de la puissance de la classe ouvrière pour la libération de Mumia.

Intervenant depuis la salle, Niki Adams, du groupe Legal Action for Women, argumentait qu'elle-même, avec d'autres, « appelons à un nouveau procès parce que nous faisons ce que demande Mumia, qui travaille de façon très étroite avec son avocat Robert Bryan ». Adams indiquait clairement à qui cet appel est adressé quand elle a déclaré, dans une manifestation qui a eu lieu le 17 mai dernier à Londres, le jour même de l'audience en appel de Mumia : « La revendication d'un nouveau procès rassemble des gens qui ne sont peut-être pas convaincus de l'innocence de Mumia, mais qui peuvent voir que le procès était profondément injuste. »

Les remarques d'Adams exprimaient on ne peut plus clairement la stratégie qui a déjà démobilisé les partisans de Mumia. Nous avons souligné, dans l'article « Défense lutte de classe ou foi dans la "justice" capitaliste » publié dans le dernier numéro de *Workers Vanguard* [et reproduit en page 23 de ce journal], que la gauche réformiste a depuis des années adopté l'approche recommandée par Adams, dans l'espoir de trouver audience dans le « courant dominant » des alliés dans le Parti démocrate capitaliste. Nous écrivions : « Au fond, le mot d'ordre du "nouveau procès" est un appel aux libéraux-bourgeois qui voient dans le cas de Mumia non pas une machination visant un innocent, mais une "erreur judiciaire" isolée [...]. Ces groupes font obstruction au développement d'un mouvement de défense basé sur la conception que ce sont la nature de classe et les biais racistes de l'Etat capitaliste qui sont derrière la haine virulente des flics et des tribunaux contre Mumia, et que la voie vers sa libération passe par une défense lutte de classe. »

Au cours du meeting, Wolkenstein a répondu à Adams que bien que nous nous opposions vigoureusement à la stratégie de confiance dans l'Etat capitaliste, nous avons toujours été favorables à un travail judiciaire scrupuleux en faveur de Mumia. En fait, a-t-elle expliqué, « Les actions judiciaires actuelles dans le dossier de Mumia découlent du travail que moi et Jon Piper avons réalisé – les gens dans l'équipe des avocats, qui sont associés au Partisan Defense Committee. » Réfutant l'affirmation d'Adams que ceux qui appellent à un nouveau procès feraient « ce que demande Mumia », Wolkenstein déclarait que « je connais Mumia Abu-Jamal et je travaille avec lui depuis février 1987. Je lui rends régulièrement visite – avant de devenir son avocate, quand je suis devenue son avocate et après que j'ai arrêté d'être son avocate, y compris il y a une semaine. Il est parfaitement au courant de chacun des mots que j'ai prononcés ici. » Elle poursuivait : « Il a envoyé des salutations à ce meeting, et qui, même si elles sont très courtes, affirment clairement qu'il se bat pour sa liberté. Ce n'est pas par hasard. »

Wolkenstein faisait remarquer que dans les luttes qui ont eu lieu dans le passé pour des prisonniers de la guerre de classes, on n'appelait pas à « un nouveau procès pour les quatre de Guildford, ou pour Angela Davis, ou pour Huey Newton ». Concernant l'appel à l'unité, elle expliquait que nous sommes en faveur de fronts uniques de défense – des

actions communes autour de mots d'ordre décidés d'un commun accord, avec la pleine liberté de critique. « A notre avis », poursuivait-elle, « le thème unificateur est "Libérez Mumia. Mumia est innocent. Abolition de la peine de mort raciste !" » C'est autour de ce genre de mots d'ordre que le PDC a mobilisé, pour la manifestation du 17 mai devant l'ambassade américaine, à Grosvenor Square, un cortège qui représentait presque un tiers de la centaine de manifestants présents.

Berlin

Plus de 100 personnes ont assisté au meeting du 12 mai, dans le local du syndicat IG Metall. Le débat politique avait en fait commencé à peine quelques heures plus tôt, lors d'une manifestation en faveur de Mumia, quand des partisans du KfsV et du Spartakist Arbeiterpartei (SpAD) avaient mobilisé un cortège qui avait rassemblé au moment culminant jusqu'à un tiers des quelque 300 manifestants. Un des principaux dirigeants de cette manifestation était Michael Schiffmann, qui avait fait clairement savoir que les positions lutte de classe du KfsV et du SpAD n'auraient pas leur place à la tribune du rassemblement. Sur une banderole placée bien en vue près de la tribune, on pouvait lire : « Stoppons l'exécution de Mumia – pour un nouveau procès équitable. »

Beaucoup étaient venus directement de la manifestation au meeting du KfsV qui réunissait, outre des syndicalistes et des militants de gauche, plusieurs exilés politiques, et au cours duquel ont été lues des salutations du Centre démocratique kurde (Berlin Brandebourg). Ayant l'habitude de la répression bourgeoise, le groupe kurde ne pouvait être présent parce qu'il organisait en même temps une manifestation en défense d'Abdullah Öcalan, dirigeant du parti nationaliste kurde PKK, qui est emprisonné en Turquie.

Expliquant le but d'une défense du KfsV non sectaire, basée sur la lutte de classe, Werner Brand soulignait son histoire de défense de militants antifascistes et de victimes de la chasse aux sorcières anticommuniste qui a suivi la réunification capitaliste de l'Allemagne en 1990, dont Markus Wolf, Heinz Kessler et beaucoup d'autres. Ses remarques furent applaudies, y compris par d'anciens membres du parti stalinien est-allemand, le SED.

Gert Julius, président de la section locale Tempelhof/Schöneberg de la fédération syndicale DGB, et représentant de la

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex 1
Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

« Coalition pour la justice sociale et la dignité humaine », rappelait la formule de Karl Marx comme quoi l'opinion qui prévaut dans une société est toujours l'opinion de la classe dirigeante, avant de poursuivre : « Il aurait dû ajouter que les décisions judiciaires qui prévalent sont toujours les décisions judiciaires de la classe dirigeante. » Se félicitant du travail de l'avocat actuel de Mumia, Robert Bryan, il appelait à utiliser « toutes les formes de défense humainement possibles », un sentiment partagé par toute l'assistance. Défendant un point de vue réformiste, un article publié dans le journal de gauche *Junge Welt* (14 mai) a rapporté les remarques de Julius pour les opposer à la présentation de Rachel Wolkenstein qui, était-il écrit, « polémiquait clairement » contre la revendication d'un nouveau procès et la « gauche réformiste » qui essaie de « circonscire les protestations en appelant à des soutiens de forces libérales bourgeoises ».

Pendant la manifestation qui avait eu lieu plus tôt ce jour-là, Michael Czech, un représentant du Parti communiste allemand (DKP), avait informé nos camarades que son parti lui avait ordonné de ne pas prendre la parole au meeting du KfsV, au motif fallacieux que « Mumia avait viré Rachel » et que les aveux de Beverly étaient une « invention » de notre part – mensonges qui furent réfutés de manière tranchante lors du meeting. Parlant en son nom propre, Fritz Ditmar, membre de la direction locale du DKP à Hambourg, déclarait : « Je ne crois pas qu'un révolutionnaire peut bénéficier d'un procès équitable dans un tribunal bourgeois. » Il déclarait que ce qui était possible, « c'est d'arriver à une décision juste » en mobilisant « la pression dans la rue, hors des tribunaux », jusqu'à ce que cette pression soit tellement forte que « les tribunaux, les dents serrées, arrêtent de tordre la loi ».

Steffen Singer, représentant du comité central du SpAD, remplaçait le combat pour la libération de Mumia dans le contexte de la lutte pour construire un parti ouvrier révolutionnaire et du combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre. Il a raconté fièrement l'histoire des combats menés par le SpAD et la Ligue communiste internationale en Allemagne de l'Est et en Union soviétique, où nous nous sommes battus pour mobiliser le prolétariat contre la contre-révolution capitaliste et pour la révolution politique ouvrière. Ces commentaires suscitèrent quelques huées d'individus qui demandaient à savoir ce que cela avait à voir avec la cause de Mumia. Voici la réponse de Singer :

« Ce dont nous parlons ici, c'est aussi de la prétendue "mort du communisme", cette idéologie qui a un impact tellement massif sur la gauche, et qui marque toute la lutte pour la libération de Mumia Abu-Jamal. Pouvez-vous imaginer qu'avant la destruction de l'Union soviétique, des militants de gauche auraient appelé à "un procès équitable", ce qui constitue une régression par rapport à la tradition du mouvement ouvrier depuis l'époque des martyrs de Haymarket ? »

Un important débat s'est engagé sur le rôle des policiers dans la société capitaliste, et pour savoir s'ils devaient avoir une place dans les syndicats. Dans sa conclusion, Gert Julius expliquait sentencieusement que de son « point de vue syndical », on « ne devait pas utiliser indistinctement l'étiquette de Bullen [flics] pour les policiers ». Tout en admettant qu'il voyait « peu de possibilités » de faire progresser la conscience de classe du prolétariat à l'époque actuelle, Julius déclarait que « les syndicats sont pour tout le monde », avant de conclure avec « mon appel : militants de gauche de tous les pays, ne vous insultez pas les uns les autres, mais unissez-vous ».

Singer répondit en ces termes : « En tant que marxistes, nous savons que l'existence – ce que vous faites – détermine

la conscience. Et la tâche des policiers est effectivement d'appliquer, avec des armes, les lois de la bourgeoisie, ses règles. En pratique, on peut voir ça dans n'importe quelle grève. » Singer faisait remarquer que lors d'une récente grève contre la société Infineon à Munich, les flics avaient avancé « les armes braquées » contre les piquets de grève. « Ce sont les briseurs de grève appointés, entraînés, de la bourgeoisie. C'est leur boulot. » Avant de poursuivre : « Qui procède aux expulsions ? Qui brise les grèves ? Qui a mené les raids [plus tôt en mai] contre les militants de gauche du G8 [qui prévoyaient d'organiser des manifestations contre le sommet impérialiste du Groupe des huit, qui devait se tenir début juin dans le nord de l'Allemagne] ? Les policiers ! C'est ça la violence organisée de l'ennemi de classe. Ils n'ont rien à faire dans le mouvement ouvrier ! »

En réponse à des questions posées lors du meeting, Rachel Wolkenstein a descendu en flammes les rumeurs comme quoi elle aurait été virée en 1999 par Mumia de l'équipe de ses avocats, qui était alors dirigée par Leonard Weinglass et Dan Williams, et que Mumia rejetait le témoignage de Beverly. La question clé à ce moment-là était que Weinglass et Williams avaient refusé d'utiliser devant les tribunaux le témoignage d'Arnold Beverly et d'autres preuves qui y étaient liées. Wolkenstein notait que « des promesses avaient été faites à Mumia par Len Weinglass et Dan Williams », comme quoi ils allaient « approfondir ces preuves, et ils ont violé ces accords ». Elle n'a rien pu faire pour l'empêcher, continuait-elle, « sauf me retirer du dossier, dans l'espoir que ces preuves seraient mises en avant. Autrement, j'aurais été complice de cette trahison massive de Mumia. »

Après que Mumia a viré Weinglass et Williams, son nouvel avocat tenta de présenter les aveux de Beverly devant les tribunaux. Wolkenstein racontait que « Depuis 2001, quand ça a été présenté devant les tribunaux, tous les tribunaux – tribunaux d'Etat, tribunaux fédéraux – ont refusé d'examiner *quoi que ce soit* de ces preuves. »

L'importance de mener un combat *lutte de classe* pour la libération de Mumia, basé sur les preuves massives de son innocence, était soulignée dans la discussion par les commentaires d'un syndicaliste qui soutient les positions du SpAD. Décrivant l'écho que le cas de Mumia suscite chez ses collègues de travail, il soulignait que le conseil d'apprentissage de l'usine, qui est politiquement proche du parti social-démocrate et de la direction syndicale, a saboté une déclaration pour Mumia en argumentant qu'ils n'étaient pas sûrs qu'il n'avait pas tué un flic, et que la déclaration pourrait porter préjudice au syndicat... et à l'entreprise !

La campagne actuelle pour relancer le combat pour la libération de Mumia a suscité d'importantes expressions de soutien parmi des syndicalistes aux Etats-Unis et au niveau international. Wolkenstein insistait sur la nécessité de transformer ce genre de sentiments en action ouvrière. « Une part de l'importance du combat pour Mumia est d'apporter cette compréhension à la classe ouvrière – que le combat de Mumia est leur combat, et que ce doit être un combat contre l'Etat capitaliste. Parallèlement aux réformistes dans le "mouvement", qui empêchent les gens de comprendre la signification du cas de Mumia, il y a la bureaucratie syndicale qui, en fait, a foi dans la bourgeoisie pour lui donner davantage de droits pour les ouvriers, et davantage de tout. » Et elle concluait sur ces mots : « Le combat pour Mumia est le combat pour la libération des Noirs, c'est le combat pour la révolution socialiste. »

– Traduit de Workers Vanguard n° 893, 25 mai

Défense lutte de classe ou foi dans la « justice » capitaliste

Nous publions ci-dessous un article paru dans *Workers Vanguard* n° 892, 12 mai.

* * *

Le 17 mai, les avocats de Mumia Abu-Jamal et de l'accusation plaideront devant la cour d'appel fédérale des Etats-Unis (troisième circuit); le combat pour la libération de ce prisonnier de la guerre de classes est d'une extrême urgence. Ce pourrait bien être le dernier recours judiciaire pour Mumia, un innocent accusé de tort d'avoir tué un agent de police de Philadelphie, Daniel Faulkner, le 9 décembre 1981.

Depuis plus de 25 ans, les flics, l'accusation, les politiciens bourgeois et leurs chahals des médias hurlent à la mort pour réclamer sa tête, parce qu'ils voient en cet homme – porte-parole du Black Panther Party dans sa jeunesse, et plus tard partisan de l'organisation MOVE et journaliste courageux qui ose parler de changement révolutionnaire – le spectre de la révolution noire. Les forces de « la loi et l'ordre » capitalistes veulent tuer Mumia, ou l'enterrer vivant dans une prison, non seulement pour faire taire sa voix, mais pour envoyer un message aux jeunes des minorités [raciales et ethniques], aux syndicalistes, aux militants de gauche et à quiconque osera défier leur système d'exploitation et d'oppression raciste.

La condamnation à mort de Mumia a été le résultat d'une machination politique et raciste, la continuation d'une vendetta du gouvernement contre le Black Panther Party qui a conduit au meurtre de 38 Panthers et à l'arrestation de centaines d'autres sur des accusations truquées; elle s'inscrivait aussi dans un crescendo de machinations et d'actes terroristes visant l'organisation MOVE. Pour la police et les procureurs, tous les moyens étaient bons contre Mumia – intimidations de témoins, dissimulation et falsification de preuves de son innocence, campagnes orchestrées contre tous ceux, quels qu'ils soient, qui prenaient sa défense.

Depuis la condamnation de Mumia, les tribunaux ont refusé de prendre en compte les preuves de son innocence et de la machination gouvernementale dans toutes les actions en justice engagées. Celles-ci incluent notamment trois audiences pour présenter des preuves, trois requêtes et deux appels auprès de la Cour suprême de l'Etat de Pennsylvanie, une procédure d'*habeas corpus* devant le tribunal fédéral d'instance et trois procédures auprès de la Cour suprême des Etats-Unis. En décembre 2001, lorsque le juge d'un tribunal fédéral

David Lindorff et Michael Schiffmann
sabotent le combat pour
la libération de Mumia



Killing Time [Tuer le temps] de David Lindorff et *Wetlauf gegen den Tod* [Course contre la mort] de Michael Schiffmann

d'instance, William Yohn, a annulé la condamnation à mort de Mumia, l'accusation a immédiatement fait appel. Mumia est toujours dans le couloir de la mort, où il croupit depuis un quart de siècle.

Le dossier judiciaire de Mumia incarne on ne peut plus concrètement la conception marxiste de l'Etat bourgeois et de ses tribunaux comme des organes de répression contre les travailleurs et les opprimés. Ces institutions ne sont pas neutres, mais servent et protègent la classe dirigeante capitaliste et son système de profit. Il n'y

a pas de justice dans les tribunaux capitalistes pour ceux qui rejettent et qui combattent ce système et ses horreurs multiformes.

Il a fallu une campagne internationale de protestation massive – campagne dans laquelle la participation de syndicalistes a été cruciale – pour retenir la main du bourreau en août 1995. Ce qu'il faut aujourd'hui, comme l'ont souligné à maintes reprises la Spartacist League et le Partisan Defense Committee [PDC, organisation dont le pendant en France est le Comité de défense sociale – CDDS], c'est relancer de telles protestations de masse derrière l'appel à libérer Mumia, sur la base de la certitude qu'il s'agit d'un innocent victime d'une machination politique raciste.

Cette tâche n'implique pas seulement de combattre les médias bourgeois qui relaient docilement chaque mensonge proféré par le bureau du procureur et le Fraternal Order of Police (FOP). Elle nécessite aussi de dénoncer ceux qui prétendent soutenir Mumia tout en dénigrant la montagne de preuves de son innocence et de la machination de l'Etat. Deux représentants de cette deuxième catégorie sont David Lindorff, auteur de *Killing Time: An Investigation Into the Death Row Case of Mumia Abu-Jamal* [Tuer le temps : une enquête sur la condamnation à mort de Mumia Abu-Jamal] (Common Courage Press, 2003) et Michael Schiffmann, auteur de *Wetlauf gegen den Tod* [Course contre la mort] (2006, également disponible en anglais sur Internet sous le titre *Race Against Death*).

Ces deux auteurs récusent les aveux sous serment d'Arnold Beverly qui affirme que c'est lui, et non Mumia, qui a tiré sur Faulkner; ils émettent aussi des doutes sur la déclaration de Mumia où celui-ci affirme qu'il n'avait rien à voir avec cette fusillade. Schiffmann prétend que les aveux de Beverly sont un facteur de « division » et une « diversion »,

tandis que Lindorff explique doctement qu'en les mettant en avant on risquerait de s'aliéner des partisans potentiels de Mumia. Fondamentalement, leur ligne consiste à plaider pour un nouveau procès, un procès « équitable » qui serait organisé par ce même système judiciaire qui a expédié injustement Mumia dans le couloir de la mort. Ces livres qui se présentent comme des « plaidoyers » pour Mumia contribuent donc en fait à **saboter** le combat pour sa libération.

Ce n'est pas par hasard que divers groupes de gauche réformistes – du Workers World Party (WWP – stalinoïde) à Socialist Action (SA – affilié au Secrétariat unifié, comme la LCR) en passant par l'International Socialist Organization (ISO, cliffistes) – ont fait l'éloge de l'un ou l'autre de ces livres. Chacune de ces organisations colporte les mêmes illusions dans la « justice » capitaliste, et s'est par conséquent employée à **démobiliser** le mouvement de protestation de masse pour Mumia qui doit aujourd'hui être redynamisé.

Les preuves de l'innocence : trop brûlantes pour qu'on y touche

Les livres de Lindorff et de Schiffmann brossent tous les deux un tableau assez complet des lacunes dans le dossier de l'accusation, des falsifications de preuves, des intimidations de témoins, du parti pris qu'exsudait par tous les pores le juge Albert Sabo pendant le procès de Mumia en 1982. *Killing Time* montre bien les manipulations de l'accusation pour constituer un jury totalement en sa faveur, et *Race Against Time* présente les preuves, balistiques et autres, qui contredisent la version policière mensongère de comment Mumia est censé avoir tiré sur Faulkner.

Ces faits, avec d'autres, ont été établis depuis longtemps, grâce principalement au travail d'enquête réalisé par Rachel Wolkenstein, avocate du Partisan Defense Committee qui (avec Jonathan Piper, lui aussi membre du PDC) a fait partie de 1995 à 1999 de l'équipe des avocats de Mumia. A maintes reprises, Wolkenstein et Piper se sont battus au sein de l'équipe des avocats pour que soient produites les preuves de la machination policière et de l'innocence de Mumia. Il n'y a pas besoin d'avoir une conception marxiste de l'Etat capitaliste et de son système judiciaire pour utiliser ces preuves, dans une affaire qui était de façon tellement évidente une machination et, qui plus est, tellement chargée de préjugés racistes et de motivations politiques. Le détail de ces preuves se trouve dans la déclaration sous serment de juillet 2001 par Wolkenstein présentée par Marlene Kamish et Eliot Grossman, les avocats de Mumia à cette époque, devant les tribunaux de l'Etat de Pennsylvanie et les juridictions fédérales. Cette déclaration sous serment, avec les aveux sous serment de Beverly de 1999 et plusieurs autres documents cruciaux, a été publiée en septembre 2001 dans la brochure du PDC *Mumia Abu-Jamal Is an Innocent Man!* (publiée en France par le CDDS dans la brochure *La Lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal – Mumia est innocent!*, novembre 2006).

Mais bien que les livres de Lindorff et de Schiffmann s'appuient largement sur ce travail (chose qu'ils ne mentionnent pas), leur objectif principal est de **remettre en cause** la réalité de l'innocence de Mumia, ainsi que l'étendue et la profondeur de la machination perpétrée par les forces de l'Etat qui veulent sa mort. Les deux ont une position équivoque sur la question de vie ou de mort qui est de savoir si Mumia a tiré sur Faulkner. Lindorff écrit qu'il « pencherait du côté de l'innocence » en ce qui concerne l'accusation de meurtre prémédité, mais ajoute : « Je ne suis pas convaincu que Mumia Abu-Jamal était simplement un passant innocent. » A la question de savoir si

Mumia a tiré sur Faulkner, il conclut : « La réponse doit être : peut-être. » Bien que Schiffmann déclare que Mumia n'a pas commis de meurtre, et désigne Kenneth Freeman comme le tireur, il estime cependant que « même si Abu-Jamal a tiré la balle qui a tué Faulkner, c'était de la légitime défense ».

Lindorff attaque **la déclaration faite par Mumia lui-même** qui affirme : « Je n'ai pas tiré sur l'agent de police Daniel Faulkner. Je n'ai rien à voir avec la mort de l'agent de police Faulkner. Je suis innocent. » Schiffmann, implicitement, en fait autant.

Ces deux auteurs récusent de façon parfaitement explicite les aveux d'Arnold Beverly. Dans sa déclaration sous serment de 1999, celui-ci affirmait : « Un autre gars et moi, nous avons été embauchés et payés pour tirer sur Faulkner et le tuer. J'avais appris que Faulkner constituait un problème pour le milieu et les policiers ripous parce qu'il gênait les pots-de-vin et les paiements illicites effectués pour protéger des activités illicites au Centre-Ville, y compris la prostitution, le jeu et la drogue, sans que les protagonistes aient maille à partir avec la justice. » Comme l'écrivait Wolkenstein dans sa déclaration sous serment de 2001 :

« Les aveux de Beverly ont non seulement établi la preuve de l'innocence de Jamal mais ils ont aussi montré à quel point le procureur et la police ont consciemment transgressé les procédures légales pour condamner Mumia Abu-Jamal et le condamner à mort pour un crime qu'il n'a pas commis. Le récit de Beverly n'est pas isolé. Il est corroboré par une importante quantité de renseignements dans les dossiers. Entre autres, un détail du récit de Beverly, à savoir qu'il portait une veste de treillis verte lorsqu'il a tiré sur Faulkner, concordait avec les descriptions de plusieurs témoins, à savoir qu'un homme noir portant une veste de treillis verte était dans le coup. Ni Jamal ni son frère William Cook ne portaient de veste semblable. L'affirmation de Beverly qu'il avait été engagé pour tuer Faulkner concordait avec le fait qu'il y avait au moins trois enquêtes du FBI sur la corruption policière dans le Centre-Ville où Faulkner travaillait au moment où il a été tué, et qu'au moins un autre informateur dans ces enquêtes a été assassiné. Le récit de la fusillade par Beverly concordait également mieux avec les preuves matérielles disponibles que le scénario de l'accusation (qui était physiquement impossible). De plus le fait que la

1969 : Mumia Abu-Jamal (Wesley Cook) à 15 ans, comme ministre de l'Information du Black Panther Party à Philadelphie. Mumia était ciblé par COINTELPRO, l'opération meurtrière du FBI.



James/Philadelphia Inquirer

| UNITED STATES DEPARTMENT OF JUSTICE FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION | |
|--|--|
| Copy to: | 1 - Military Intelligence, Philadelphia 1 - Naval Investigative Service Office, Philadelphia 1 - Office of Special Investigation, Philadelphia 1 - Secret Service, Philadelphia |
| Report of: | [REDACTED] b7C |
| Date: | OCTOBER 24, 1969 |
| Field Office File #: 157-2937 | Bureau File #: |
| Title: | WESLEY COOK |
| Character: | RACIAL MATTER - BLACK PANTHER PARTY |
| Synopsis: | WESLEY COOK, Negro male, Age 15, has been affiliated with the BPP in Philadelphia since 5/1/69. Between June and October, 1969, COOK functioned as Branch |



Workers Vanguard

Philadelphie, août 1995 : les appels des réformistes à un nouveau procès pour Mumia ont subordonné la lutte pour sa libération à la confiance dans les tribunaux bourgeois racistes.

police avait engagé Beverly explique en partie pourquoi la police et le procureur ont gravement transgressé les procédures légales dans cette affaire (en plus des préjugés de la police contre Jamal pour des raisons politiques). »

Pour Lindorff, admettre les aveux de Beverly « outrepassa la crédulité ». Schiffmann raconte qu'il inclinait initialement à croire ces aveux, mais que sous l'influence, entre autres, de Lindorff, il en est arrivé à les rejeter parce qu'ils décrivent « un plan d'une inutile complexité » (tout en admettant que les tribunaux auraient au moins dû examiner ces éléments). Lindorff et Schiffmann suivent en cela la voie tracée par Dan Williams. En 2001, celui-ci, qui était alors membre de l'équipe des avocats de Mumia dirigée par Leonard Weinglass, avait publié un récit non autorisé et mensonger du travail de cette équipe, sous le titre approprié d'*Executing Justice* [Exécution de la justice]. Williams avait déclaré à Weinglass que son livre était une « frappe préventive » pour empêcher que les aveux de Beverly – aveux qu'ils avaient fait disparaître depuis deux ans – soient jamais utilisés pour la défense de Mumia devant un tribunal.

Les affirmations de Williams, qui dans son livre qualifie les aveux de Beverly d'« insensés » et toute tentative de les utiliser de « folie patente », ont été la seule base des arguments de l'accusation pour que le tribunal refuse d'examiner ces preuves. Mumia a congédié Williams et Weinglass quand il a appris la publication de ce livre qui tentait de façon scandaleuse de le rendre complice en enterrant le témoignage de Beverly. C'est un mensonge que Mumia a rejeté les aveux de Beverly, et cela a pourtant été repris par Jeff Mackler dans *Socialist Action* (avril 2001). C'est grâce à la trahison de Williams que les tribunaux ont pu exclure si sommairement le témoignage de Beverly et que les flics et les procureurs n'ont jamais eu à le réfuter. Et ils *ne pouvaient pas* le réfuter car les aveux de Beverly mettent en lumière l'écheveau de corruption policière qui a conduit à la condamnation de plusieurs policiers, du haut en bas de la hiérarchie.

Pourquoi Lindorff et Schiffmann, qui se proclament tous les deux défenseurs de Mumia, viennent-ils, après Williams, œuvrer pour l'accusation en dénigrant le témoignage de Beverly ? Au fond, c'est parce que ce témoignage montre que Mumia n'a pas été la victime d'un flic ripou, d'un méchant procureur ou d'un juge raciste, mais de tout un système de

« justice » où les flics, les procureurs et les tribunaux agissent pour défendre les intérêts de la classe capitaliste au pouvoir. Cette conception marxiste est une abomination pour un libéral bourgeois comme Lindorff et un libéral anarchisant comme Schiffmann, qui adhèrent à cette « justice » qui déclare, à tous les niveaux, et comme dans la tristement célèbre affaire Dred Scott, que Mumia n'a aucun droit qu'elle soit tenue de respecter.

Les libéraux et la « justice » capitaliste

Lindorff, qui publie des chroniques régulières dans *CounterPunch* et la *Nation*, qualifie ironiquement ceux qui sont convaincus que Mumia n'avait rien à voir avec la fusillade qui a coûté la vie à Faulkner de « vrais croyants », un quolibet anticommuniste éculé. Il tire de façon scandaleuse un trait d'égalité entre ceux qui sont « absolument convaincus » de l'innocence de Mumia et le FOP, qui veut la tête de Mumia, en expliquant que « l'un de ces deux camps violemment opposés est peut-être dans le vrai, mais j'ai personnellement des doutes quant aux deux ».

Lindorff a cependant acquis dans la gauche libérale une certaine célébrité comme expert « indépendant » sur le dossier de Mumia, et il est acclamé à ce titre par des groupes réformistes comme l'ISO, qui encense *Killing Time* pour avoir « révélé les failles dans le dossier Mumia » (*Socialist Worker*, 16 décembre 2005). Le site web de Refuse and Resist, qui est associé au Revolutionary Communist Party (RCP – maoïste), publie des articles de Lindorff, en le présentant aussi comme un expert sur le dossier de Mumia, et il prendra la parole le 12 mai prochain au meeting « Des écrivains pour Mumia », organisé conjointement par l'International Action Center du WWP et par la Free Mumia Abu-Jamal Coalition de New York.

Dans la postface de *Killing Time*, Lindorff explique que pour lui la question n'est pas de savoir si Mumia « l'a fait », mais s'il a bénéficié d'un procès équitable, et s'il a pu faire appel de sa condamnation dans des conditions équitables ». L'affaire Mumia, écrit-il, « est purement et simplement un test pour le système judiciaire américain ». En fait, l'affaire Mumia est emblématique des machinations racistes et politiques qui font partie intégrante du système de la « justice » capitaliste. Elles ne sont pas des aberrations qui entachent la



Philadelphia Bulletin

Août 1978 : Lors d'une conférence de presse, suite au siège de la maison de MOVE à Powelton Village, le maire raciste de Philadelphie, Rizzo, s'en prend à une « nouvelle engeance » de journalistes, comme Mumia (à gauche).

réputation de la démocratie américaine, comme le voudraient Lindorff et les autres libéraux, mais elles sont inscrites dans la structure même de l'Etat bourgeois, tout comme les chambres de torture dans les camps de prisonniers d'Abu Ghraib et de Guantánamo. Alors que *Killing Time* plaide pour un « procès équitable » pour Mumia, *Race Against Death* consacre plusieurs pages à encenser des célébrités et d'autres personnalités qui demandent que Mumia ait une deuxième chance devant les tribunaux.

Ces deux livres sont des instruments pour ceux dont la stratégie gravite autour de l'appel à un nouveau procès. Depuis des années, cette revendication est l'élément central des actions de protestation organisées par la gauche réformiste, auquel ils ajoutent parfois des appels à libérer Mumia. En janvier 1999, au cours d'un « sommet d'urgence de la direction », des représentants de plusieurs groupes de gauche réformistes – SA, le WWP, Solidarity [affilié au Secrétariat unifié comme la LCR], le comité Refuse and Resist du RCP – avec le groupe International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal et d'autres organisations, ont adopté une stratégie et des mots d'ordre pour les manifestations intitulées « Des millions pour Mumia » appelées pour le 24 avril et après. Vu l'abondance de preuves de l'innocence de Mumia, et tant de preuves des machinations employées pour l'envoyer dans le couloir de la mort, il n'y avait aucune raison qu'un mouvement organisé pour le défendre n'appelle pas à sa libération, comme les générations précédentes s'étaient mobilisées autour des appels à « libérer les Scottsboro Boys ! » et à « libérer Angela Davis ! » Mais après un débat, l'appel à « libérer Mumia » et l'opposition à la peine de mort ont été rejetés en faveur de l'appel à un nouveau procès, afin de ne pas se couper du courant dominant aux Etats-Unis. Pour les réformistes, qui cherchaient à forger une alliance de collaboration de classes avec des politiciens du Parti démocrate et d'autres libéraux bourgeois, ce courant dominant aux Etats-Unis incluait ceux qui étaient agnostiques sur l'innocence de Mumia.

Au fond, le mot d'ordre d'un « nouveau procès » est un appel aux libéraux qui voient dans le cas de Mumia non pas une machination visant un innocent, mais une « bavure isolée de la justice ». Le programme mis en avant par le WWP, le RCP, l'ISO, SA et consorts dissimule le vrai visage de la démocratie bourgeoise, qui n'est autre que la dictature de la classe capitaliste. Dans *les Leçons d'Octobre* (1924), Léon Trotsky, qui avec Lénine a été le dirigeant de la Révolution russe d'Octobre 1917, insistait sur le rôle de ce genre de réformistes dans « l'éducation des masses dans l'idée de l'inébranlabilité de l'Etat bourgeois ». C'est précisément le rôle des « socialistes » réformistes qui font confiance aux tribunaux pour rendre « justice » à Mumia. Ces groupes *font obstacle* au développement d'un mouvement de défense basé sur la conception que ce qui est derrière la haine virulente des flics et des tribunaux contre Mumia, ce sont la nature de classe et le caractère racialement discriminatoire de l'Etat capitaliste, et aussi que la voie pour arracher sa libération passe par une défense lutte de classe.

Depuis que le PDC et la Spartacist League ont commencé, en 1987, à défendre Mumia, nous prônons l'utilisation de tous les moyens judiciaires pour sa défense. Mais ce faisant, nous n'avons aucune confiance dans la « justice » des tribunaux capitalistes. Les efforts du PDC pour faire connaître le cas de Mumia, récolter des fonds pour sa défense et initier des actions de protestation de front unique ont contribué à ce que son nom soit connu de tous, et sont à l'origine de la vague d'actions de protestation de masse en sa faveur dans les

années 1990. C'est seulement la pression d'un mouvement de masse, avec derrière lui la puissance de la classe ouvrière organisée, qui pourra faire réagir les tribunaux. Une démonstration de la puissance sociale de la classe ouvrière, qui peut arrêter net la production, les transports et les communications, c'est ce qu'on a vu pendant la grève des travailleurs des transports de décembre 2005 à New York qui a paralysé le centre financier du capitalisme américain.

Le travail d'enquête sans précédent réalisé par Wolkenstein et Piper a démontré que Mumia est innocent, qu'il est la victime d'une machination aux multiples ramifications, à de multiples niveaux. Dans notre travail de défense lutte de classe, nous cherchons à faire comprendre aux militants que l'Etat bourgeois, dont le noyau central est constitué par les forces armées, les flics, les tribunaux et les prisons, est un appareil de violence destiné à protéger les profits et le pouvoir de la classe capitaliste contre la classe ouvrière et les opprimés. Et, comme le cas de Mumia le démontre à l'environnement, dans l'Amérique raciste cette répression, menée sous le règne des deux partis du capital, les Démocrates et les Républicains, s'abat lourdement sur la population noire, en majorité ségréguée au bas de la société.

Le mépris des Noirs qu'ont ceux qui nous gouvernent est le fil conducteur qui relie l'incarcération en masse des jeunes, jetés en prison principalement dans le cadre de la « guerre contre la drogue », et l'atrocité raciste de La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina, quand le gouvernement, à tous les niveaux, a laissé mourir des milliers de gens. Dans l'Amérique capitaliste, la « justice » signifie que ce sont les Noirs, les travailleurs, les immigrés et les pauvres qui sont précipités dans les abîmes du vaste réseau de prisons et de couloirs de la mort qui couvre ce pays. Plus de deux millions d'hommes, de femmes et même d'enfants sont derrière les barreaux, dont plus de la moitié sont noirs ou latino-américains. La discrimination raciste inhérente au système judiciaire capitaliste s'est manifestée dans le jugement rendu par la Cour suprême en 1987 dans l'affaire *McCleskey contre Kemp*, où la peine de mort a été confirmée malgré des preuves accablantes des disparités racistes qui président à son application. Faire autrement, a estimé la Cour suprême, aurait remis en cause « les principes qui sous-tendent le système de justice pénale tout entier ». En effet !

Nous réclamons *l'abolition de la peine de mort raciste* – une institution barbare et, aux Etats-Unis, un héritage de l'esclavage. Nous luttons pour une révolution socialiste prolétarienne, pour balayer l'appareil d'Etat meurtrier tout entier et le système de profit capitaliste qu'il sert, et pour le remplacer par un Etat ouvrier, basé sur une économie planifiée et collectivisée.

Les « règles Mumia » des tribunaux

La détermination de l'Etat à tuer Mumia, et le pourquoi de cette détermination, tout cela a été étalé au grand jour quand sa peine a été prononcée en 1982 : pour obtenir une condamnation à mort, l'accusation a mis en avant le fait qu'il avait appartenu au Black Panther Party. Comme l'attestent les éléments rassemblés par le PDC dans « Mumia Abu-Jamal : The FBI COINTELPRO Files » ([Mumia Abu-Jamal : les dossiers COINTELPRO du FBI], *Class-Struggle Defense Notes* n° 22, été 1995), Mumia Abu-Jamal, quand il était encore adolescent, a été une cible du programme mis sur pieds par le FBI pour détruire le Black Panther Party. Les flics et les tribunaux ont eu une raison supplémentaire de s'en prendre à Mumia quand celui-ci est devenu un journaliste connu, dont les dénonciations cinglantes lui ont valu le surnom de « voix des

sans-voix », et quand il est devenu un partisan de l'organisation MOVE de Philadelphie. La campagne meurtrière des flics de Philadelphie pour détruire MOVE a atteint son point culminant avec le bombardement du bâtiment de la communauté MOVE d'Osage Avenue sur lequel ils ont largué une bombe incendiaire le 13 mai 1985, tuant onze personnes et détruisant par le feu tout un quartier essentiellement noir.

Nos premières contributions à la défense de Mumia incluait l'explication des nombreuses questions juridiques liées à son dossier, et dont une grande partie est reprise par Lindorff et Schiffmann. Début 1989, le PDC avait rassemblé un dossier judiciaire, « The Case of Mumia Abu-Jamal : A Handbook of Constitutional Violations » [Le dossier de Mumia Abu-Jamal : un manuel de violations de la Constitution], qui détaillait les multiples manières dont le droit à un procès équitable avait été violé.

Il est clair que les tribunaux appliquent des « règles Mumia » spéciales, similaires aux méthodes iniques utilisées pour persécuter des générations précédentes de combattants pour les droits des Noirs, de militants syndicaux, de communistes, et autres éléments considérés comme « subversifs ». En 1990, la Cour suprême des Etats-Unis avait refusé de considérer le fait que l'appartenance de Mumia aux Panthers avait constitué la base de sa condamnation à mort, ce qui constitue une violation manifeste du droit d'expression et d'association garanti par le premier amendement de la Constitution. Mais cette même Cour suprême a accepté de se saisir du cas d'un membre de l'Aryan Brotherhood, un gang de prisonniers raciste, et d'annuler sa condamnation à mort basée sur le même argument ! Et tous les tribunaux devant lesquels les aveux de Beverly et la montagne de preuves qui les étayaient ont été présentés ont refusé de les examiner.

Faulkner a été abattu, au petit matin du 9 décembre 1981, au coin de la 13^e rue et de Locust Street, dans le quartier chaud du Centre-Ville à Philadelphie. Mumia a été grièvement blessé, ayant reçu des balles dans les poumons et le foie. Comme il a précisé, les flics l'ont tabassé sur les lieux de la fusillade, et ils ont d'abord voulu l'emmenner au commissariat de police pour l'achever. A l'hôpital, ils ont une nouvelle fois essayé de le tuer.

Pour emporter la condamnation de Mumia, les flics et l'accusation ont forcé des témoins à faire de faux témoignages, et en ont intimidé d'autres pour les empêcher de témoigner. Parmi ceux-ci figurait William Singletary, qui avait déclaré à la police immédiatement après la tuerie qu'il avait vu quelqu'un, qui n'était pas Mumia, tirer sur Faulkner. Craignant pour sa vie, Singletary a quitté la ville pendant le procès.

Le dossier de l'accusation contre Mumia reposait sur trois éléments qui étaient autant de mensonges, comme cela est expliqué en détails dans la brochure *The Frame-Up of Mumia Abu-Jamal* [La machination contre Mumia Abu-Jamal] publiée par le PDC en 1995. Premièrement, l'accusation a prétendu que trois témoins oculaires avaient identifié Mumia comme étant le tireur. Mais aucun témoin n'a jamais attesté

Nous n'oublierons pas !



Barger/WCAU-TV

Philadelphie, 13 mai 1985 : un hélicoptère de la police lâche une bombe sur la maison de MOVE à Osage Avenue. Onze personnes, dont cinq enfants, furent tuées, et un quartier noir entier fut détruit.

avoir vu Mumia tirer sur Faulkner. Comme d'autres témoins oculaires l'ont attesté, le témoin clé de l'accusation, la prostituée Cynthia White, n'était même pas présente sur les lieux au moment de la fusillade. Un autre témoin de l'accusation, le chauffeur de taxi Robert Chobert, a reconnu en 1995 qu'il ne s'était pas garé derrière la voiture de police de Faulkner, comme il l'avait affirmé au cours du procès de 1982, et qu'il n'avait pas vu la fusillade. Ceci est confirmé par des photographies découvertes par Schiffmann, qui avaient été prises par le photographe indépendant Pedro Polakoff quelques minutes après la fusillade, et qui montrent clairement que le taxi de Chobert n'était pas garé derrière la voiture de Faulkner.

Deuxièmement, l'accusation a affirmé que Mumia avait avoué être l'auteur des coups de feu à son arrivée à l'hôpital, où il avait été conduit pour soigner ses blessures. C'est une invention pure et simple des flics et de l'accusation. Gary Wakshul, le flic qui gardait Mumia cette nuit-là, a écrit dans son rapport que Mumia « n'a fait aucun commentaire ». Au cours de l'audience de post-condamnation (PCRA) de 1995, qui a eu lieu alors que planait la menace de l'exécution de Mumia, Wakshul W. a affirmé qu'il avait mis *deux mois* à parler de ces soi-disant « aveux ». Ceux-ci avaient en fait été concoctés au cours d'une réunion convoquée à cette époque par le procureur pour préparer le procès.

Enfin, l'accusation avait argumenté que le fait que l'arme de Mumia avait été retrouvée sur les lieux prouvait qu'il était le tireur. Il n'y a pas l'ombre d'une preuve que l'arme de Mumia a été utilisée cette nuit-là, et encore moins que ce soit Mumia qui s'en soit servi.

L'histoire concoctée par les flics et le bureau du procureur est que Faulkner avait effectué un banal contrôle d'une Volkswagen qu'il avait vu zigzaguer, et qui était conduite par Billy Cook, le frère de Mumia. Cook serait sorti du véhicule, et une échauffourée s'en serait suivie. Mumia, de son taxi garé, aurait vu son frère se faire tabasser par Faulkner, aurait traversé le parking en courant et aurait tiré sur Faulkner, d'abord dans le dos, avant de vider son revolver sur Faulkner à terre. D'après l'accusation c'est en tombant que Faulkner aurait tiré sur Mumia. Cette histoire est totalement fausse.

La version de l'accusation repose sur une supposition essentielle, à savoir qu'il y aurait eu seulement trois hommes au coin sud-est de la 13^e rue et de Locust Street au moment où l'on a tiré sur Faulkner – Faulkner, Billy Cook et Mumia – et que puisque Cook n'était pas le tireur, ce devait être Mumia. Ce scénario a été réfuté par pas moins de cinq témoins qui ont témoigné qu'un homme noir s'était enfui du lieu de la fusillade en direction de l'est.

Lors de l'audience de 1995, il a été révélé que la police avait trouvé dans l'uniforme de Faulkner un formulaire de demande de permis de conduire appartenant à un certain Arnold Howard. A l'audience, Howard a témoigné qu'il avait donné ce document à Kenneth Freeman. Billy Cook, dans une déclaration remise en 1999 à Wolkenstein, et reproduite dans *la Lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal*, a déclaré que Freeman était à ce moment-là avec lui dans la Volkswagen, et que « Freeman m'a raconté, après cette nuit-là, l'existence d'un plan pour tuer l'agent de police Faulkner, que Freeman participait à ce plan, qu'il était armé cette nuit-là et qu'il a participé à la fusillade ».

Schiffmann argumente avec insistance que c'est Freeman seul qui a tué Faulkner. Son implication a été certainement cruciale. Chose étrange, et qui arrangeait bien les flics, il a été retrouvé mort le 13 mai 1985, quelques heures à peine après le bombardement de la communauté MOVE. Mais ce sont les aveux d'Arnold Beverly qui établissent le lien entre le rôle de Freeman et les autres preuves et permettent d'aboutir à un tableau cohérent de ce qui s'est passé le 9 décembre 1981.

Faire le boulot de l'accusation en discréditant Arnold Beverly

Beverly raconte qu'il attendait du côté nord de Locust Street, et qu'il avait un partenaire du côté sud, et que des flics avaient pris position pour s'assurer du bon déroulement du « contrat ». Beverly affirme que quand Faulkner s'est garé à côté de la Volkswagen de Cook :

« J'ai entendu une détonation : on tirait depuis le côté est de Locust Street. Faulkner est tombé à genoux sur le trottoir à côté de la VW. J'ai entendu tirer un autre coup et la balle a dû frôler mon épaule gauche. J'ai senti quelque chose de dur sur mon épaule gauche. J'ai porté la main à mon épaule et j'ai vu qu'elle était couverte de sang. J'ai traversé Locust Street en courant et je me suis penché sur Faulkner qui était tombé à la renverse sur le trottoir. J'ai tiré sur Faulkner en plein visage et à bout portant. Peu après, un agent de police en uniforme a tiré sur Jamal en arrivant sur les lieux. »

Beverly affirme qu'il s'est enfui par une station de la ligne de métro Speedline, avec l'aide des flics. Le fait qu'il se soit lui-même fait tirer dessus lors de l'exécution du «

» contre Faulkner peut aider à expliquer pourquoi il a fait ces aveux publics.

Une partie de la déclaration de Beverly est d'une importance vitale : celle où il affirme qu'il portait une veste de treillis verte au moment de la fusillade. Pas moins de cinq témoins, dont *deux flics* et deux témoins de l'accusation, ont déclaré que quelqu'un présent sur les lieux, qu'ils pensaient être le tireur, portait une veste de treillis verte. Robert Pigford, un ami de Dessie Hightower, qui n'avait jamais témoigné lors du procès et qui est devenu plus tard flic, a déclaré à la police qu'immédiatement après avoir entendu les coups de feu, il a vu un homme portant une veste de treillis penché sur le flic à terre. Billy Cook a déclaré que Freeman en portait une, et William Singletary confirme que le tireur qui est sorti de la VW en portait une. Cette personne ou ces personnes portant une veste de treillis verte ne pouvaient pas être Mumia ou

Billy Cook. *Mumia portait un blouson de ski rouge avec une bande bleue, et Billy portait une veste bleue style Nehru.*

Le récit de Beverly répond aussi à la question critique de comment Mumia s'est fait tirer dessus. Son affirmation que Mumia s'est fait tirer dessus par un flic qui était en couverture et non par Faulkner est confirmée par le rapport d'un flic de la brigade criminelle du nom de Westerman, inclus dans un rapport du médecin légiste, qui affirme que Mumia s'est fait tirer dessus par « des renforts de police arrivés sur place ». Ceci s'accorde avec le témoignage de Dessie Hightower qui affirme que l'arme de Faulkner était dans son étui quand les policiers l'ont évacué. La trajectoire des blessures subies par Mumia – traversant la poitrine de haut en bas, du poumon au foie – démolit l'affirmation de l'accusation comme quoi il se serait fait tirer dessus alors qu'il se penchait sur Faulkner, autrement dit du bas vers le haut.

D'autres éléments du témoignage de Beverly ont également été corroborés. Quand Rachel Wolkenstein a localisé Beverly pour la première fois en 1989, il a déclaré qu'un agent de police noir, « Boston », était impliqué dans la fusillade. Wolkenstein fait remarquer dans sa déclaration sous serment que « l'existence d'un policier appelé "Boston" a été confirmée en vérifiant les procès-verbaux d'un procès fédéral de 1979 concernant des brutalités policières à Philadelphie ». Wolkenstein note que le récit de Beverly a été confirmé, lors de l'audience PCRA de 1997 pour Mumia, par le témoignage d'une prostituée du nom de Pamela Jenkins, qui était une informante de la FBI dans un célèbre scandale de corruption impliquant les policiers du 39^e district de Philadelphie. Wolkenstein déclare : « Jenkins a témoigné qu'en 1982, alors qu'elle était prostituée et qu'elle était la maîtresse de l'agent de police Thomas Ryan, elle avait appris qu'un agent de police noir appelé Boston et d'autres agents de police, dont "Sarge" et l'inspecteur Richard Ryan, avaient assisté au meurtre de Faulkner. »

En 1999, Wolkenstein et Piper ont démissionné de l'équipe des avocats de Mumia, quand il est devenu clair que Weinglass et Williams refusaient d'utiliser les preuves explosives fournies par Beverly et les éléments qui confirmaient l'existence d'une machination policière et l'innocence de Mumia, après les avoir enterrées pendant deux ans. Ces preuves ont finalement été introduites en 2001, après que Mumia a congédié Weinglass et Williams. Les aveux de Beverly établissent un lien entre des éléments qui ne paraissent pas avoir de lien entre eux, et il a passé à deux reprises l'épreuve du détecteur de mensonges, ce sont là des faits. Mais dès qu'ils ont été présentés, ces aveux ont été la cible d'attaques féroces, à la fois de la part de ceux qui mènent la campagne pour le lynchage judiciaire de Mumia et d'individus et de la part de groupes qui se considèrent comme des soutiens du combat judiciaire de Mumia.

C'est quand Mumia essayait d'empêcher la publication du livre de Williams *Executing Justice*, et qu'il subissait lui-même des attaques renouvelées de la part du FOP et de la presse que Lindorff a surgi avec un article dans Salon.com (23 mars 2001) intitulé « Mumia porte plainte pour empêcher la sortie d'un livre ». Lindorff, qui n'avait jusque-là pas écrit grand chose sur le cas de Mumia, affirmait que le livre traître de Williams, qui concluait que Mumia était peut-être coupable, « argumente de manière très persuasive qu'Abu-Jamal mérite un nouveau procès, plus équitable ». Trois mois plus tard, quand Mumia et ses nouveaux avocats communiquèrent les aveux de Beverly au tribunal, Lindorff qualifia cette initiative d'équivalent légal d'une dernière prière à la Sainte

Vierge, tout en portant de basses attaques contre les avocats de Mumia (« Mumia's All-Or-Nothing Gamble » [Le quitte ou double de Mumia], Salon.com, 15 juin 2001).

Lindorff continue ses attaques contre le témoignage de Beverly dans *Killing Time*, sans présenter le moindre fait qui le réfuterait. Nulle part Lindorff, le « journaliste d'investigation récompensé par plusieurs prix », ne fait même mention des descriptions répétées de la veste de treillis verte.

L'angle d'attaque de Schiffmann dans *Race Against Death* est de déformer les faits et d'écarter carrément ceux qui ne lui conviennent pas. Comme l'avait fait Williams par rapport aux aveux de Beverly, Schiffmann fait le boulot de l'accusation en argumentant que le fait que cinq personnes aient vu quelqu'un portant une veste de treillis verte sur les lieux de la fusillade, et qu'il ne pouvait pas s'agir de Mumia ou de Cook, est sans importance. Il argumente que ce que ces gens croient avoir vu était des erreurs dues à des « problèmes de mémoire », à un « mauvais éclairage sur place » et à des « obstacles » qui gênaient la vue. Alors qu'il cite à plusieurs reprises Robert Pigford comme un témoin digne de foi, Schiffmann omet de mentionner que celui-ci a déclaré à la police qu'il avait vu, derrière Faulkner, un homme portant une veste de treillis verte.

La corruption policière et l'assassinat de Faulkner

Le livre de Schiffmann a été encensé parce qu'il apportait de « nouvelles » preuves balistiques, qui avaient déjà été découvertes par Wolkenstein et présentées dans sa déclaration sous serment. Parmi ces preuves figure l'absence de traces de balles sur le trottoir sur les lieux de la fusillade, ce qui contredit la version des flics comme quoi Mumia aurait tiré à plusieurs reprises, debout au-dessus de Faulkner à terre.

Mais Schiffmann, comme Lindorff, escamote tout simplement les faits qui confirment le récit de Beverly. Aucun des deux ne mentionne le fait que l'existence d'un flic nommé Boston, évoquée par Beverly, a été corroborée, alors même que Lindorff évoque longuement le témoignage de Pamela Jenkins. Aucun ne fait non plus référence au rapport de Westerman, et ils répètent au contraire jusqu'à plus soif que c'est Faulkner qui a tiré sur Mumia. Tous deux passent sous silence les preuves, présentées dans la déclaration sous serment de Wolkenstein, comme quoi d'après le rapport balistique de la police, l'arme censée avoir été utilisée par Faulkner pour tirer sur Mumia « était encrassée de résidus de poudre brûlée, de poussière et de fragments d'étoffe dans la chambre », et « il n'aurait pas pu être armé suivant son usage normal », et « avait aussi la crête du chien tordue » – autrement dit, était inutilisable. A l'appui de sa thèse que Freeman était le seul tireur, *Race Against Death* cite le fait que les trajectoires des balles contredisent la version présentée par l'accusation de la façon dont on a tiré sur Faulkner. En fait, comme le démontre la déclaration sous serment de Wolkenstein, ces trajectoires indiquent qu'il y avait plus d'un tireur.

Schiffmann demande pourquoi aucun témoin n'a décrit Beverly disparaissant dans l'entrée de la ligne de métro Speedline. Il n'y a là aucun mystère. D'après Beverly (et d'autres), la rue grouillait de flics qui tenaient les témoins à distance. Schiffmann remet aussi en cause le témoignage de Beverly en ce qui concerne la présence de deux flics en civil et d'un agent de police en uniforme dans une voiture garée à proximité, en prétendant que « l'on s'attendrait à les voir partout sauf là, pour pouvoir nier de façon plausible toute implication dans ce crime ». Schiffmann ne dit pas que fin 1996, *trois ans avant les aveux de Beverly*, « un témoin oculaire du

nom de Marcus Cannon a révélé qu'il avait vu sur les lieux, et au moment du meurtre de Faulkner, deux hommes blancs ayant l'air de policiers en civil » (Déclaration sous serment de Wolkenstein). Singletary a aussi témoigné qu'il avait vu sur les lieux deux policiers « chemise blanche » et plusieurs agents de police en uniforme.

Les arguments de Lindorff et Schiffmann contre Beverly se résument à ce qu'expliquait Schiffmann en novembre 2006 dans une interview au journaliste Hans Bennett, et affiché en ligne : « Le scénario que décrit Beverly n'est certainement pas celui auquel j'aurais *moi* eu recours si je voulais tuer un collègue flic », avec « trop de gens dans la confiance, trop d'impondérables dans son exécution, et beaucoup trop de circulation, piétonne ou autre ». Qu'il permette à ceux dont c'est réellement le métier d'être d'un avis différent. En 1985, dans l'un des « contrats » les plus célèbres de toute l'histoire de la pègre, Paul Castellano a été abattu devant un restaurant très fréquenté de Manhattan par un groupe d'hommes de main arrivés par des itinéraires différents. Tous portaient des imperméables et des toques de fourrure pour créer de la confusion et rendre toute identification quasiment impossible, ce qui pourrait expliquer pourquoi Beverly et Freeman portaient tous les deux des vestes de treillis vertes.

Lindorff et Schiffmann sont bien obligés d'admettre les preuves accablantes de la corruption policière ; Lindorff note ainsi qu'« un tiers des 35 flics impliqués dans cette affaire avaient dans leurs dossier des antécédents de comportement trompeur et même de falsification de preuves ». Il note même que le dossier du FBI sur Faulkner pourrait concorder avec le fait qu'il soit un informateur pour le FBI – le mobile de son assassinat !

L'histoire de la corruption policière à Philadelphie est de notoriété publique. Pratiquement toute la chaîne de commandement pour l'« enquête » sur la mort de Faulkner faisait partie des suspects dans des enquêtes fédérales sur la corruption, dont le chef de la Division centrale, John DeBenedetto (condamné), et le chef de la brigade criminelle, James Carlini (co-conspirateur mais non inculpé). L'inspecteur Alfonzo Giordano, qui a plaidé coupable en 1986, était l'officier de police le plus gradé sur les lieux après que Faulkner a été abattu, et a joué un rôle clé dans le démarrage et l'orchestration de la machination. Giordano savait certainement qui était Mumia en décembre 1981, parce qu'il avait été le bras droit du chef raciste de la police Frank Rizzo pendant la vendetta des flics contre le Black Panther Party, et parce qu'il avait contribué à diriger le siège par la police de la communauté MOVE de Powelton Village en 1977-1978, quand Rizzo était le maire.

Mais Lindorff et Schiffmann rejettent tout lien possible entre cette histoire et la possibilité qu'un « contrat » ait été passé entre la pègre et la police pour assassiner Faulkner, ce que Lindorff qualifie d'in vraisemblable. Il admet qu'il n'est pas inhabituel que des flics en tuent d'autres, mais il affirme que « le *modus operandi* standard pour les exécutions de policiers est qu'elles ont lieu dans la partie sombre d'un parc ou d'une allée, loin des regards – souvent en utilisant la propre arme du policier, pour faire croire à un suicide ».

Eh bien, parfois oui, parfois non. Considérons le cas de Derwin Brown, shérif nouvellement élu dans le comté de DeKalb, en Géorgie, abattu en décembre 2000 devant chez lui après avoir déclaré qu'il voulait éradiquer la corruption dans son département. Ou le cas bien connu de Frank Serpico, un flic de New York qui travaillait comme informateur contre la corruption policière dans les années 1970, et qui est tombé dans un traquenard organisé par ses collègues pour qu'il soit abattu pendant une intervention dans une affaire de trafic de

drogue. Dans ce dernier scénario, les flics pouvaient prétendre que Serpico s'était fait tirer dessus par des malfrats, tout comme les flics de Philadelphie pouvaient se couvrir en embauchant Beverly et Freeman pour faire son affaire à Faulkner.

Avec une naïveté touchante, Lindorff demande comment les flics pouvaient croire qu'ils pourraient impunément faire abattre Faulkner. Lindorff lui-même donne la réponse quand il écrit que le directeur-adjoint de la police, James Martin, avait en charge « de superviser l'ensemble du département », et qu'il avait la responsabilité de toutes les enquêtes importantes, « une responsabilité qui incluait l'affaire de l'agent de police Faulkner et d'Abu-Jamal ». Ce même Martin a été plus tard reconnu coupable d'extorsion de fonds et condamné à 18 ans de prison.

Mumia est innocent !

Malgré toutes ces preuves, Lindorff écrit que Mumia aurait pu « tirer sur Faulkner, mais simplement en état de légitime défense. Cela aurait pu être lui qui a blessé l'agent de police, et quelqu'un qui a fini le boulot [...]. S'il se défendait, mais qu'il a eu une réaction disproportionnée après s'être fait tirer dessus, ou après avoir vu son frère se faire tabasser, il aurait pu être inculpé de coups et blessures ayant entraîné la mort. » Lindorff accepte même comme possible le scénario grotesque de l'accusation comme quoi Mumia aurait « tiré, debout au-dessus de lui, d'autres coups de feu sur l'agent de police à terre ». Schiffmann, par contre, désigne Freeman comme étant vraisemblablement l'assassin, et absout Mumia de toute implication – enfin, si l'on peut dire. Dans le scénario de Schiffmann, après avoir entendu Mumia courir derrière lui, Faulkner se serait retourné et lui aurait tiré dessus « se pensant en état de légitime défense », poussant ainsi Freeman à tirer sur Faulkner. Mais pour faire bonne mesure, Schiffmann s'accorde avec Lindorff pour argumenter que Mumia avait peut-être tué Faulkner, quand il écrit que « même si Abu-Jamal a tiré la balle qui a tué Faulkner, c'était de la légitime défense ».

Attaquant la déclaration faite par Mumia en mai 2001, Lindorff prétend que quand Mumia dit qu'il a couru vers les lieux de la fusillade après avoir entendu des coups de feu, et qu'ensuite un flic lui a tiré dessus, ceci « contredit une grande partie des témoignages présentés lors du procès et de l'audience de PCRA – des témoignages que les tribunaux d'Etat et fédéraux, à tort ou à raison, avaient déjà qualifiés de crédibles et vraisemblables ». Prenant comme parole d'évangile un des éléments clés de la version mensongère de l'accusation, Lindorff affirme que « tous les témoins principaux dans cette affaire, de la défense comme de l'accusation, disent que toute la fusillade a eu lieu *après* qu'Abu-Jamal a commencé à traverser la rue, ou au moment où il était en train de la traverser pour venir en aide à son frère ». Lindorff a tellement à cœur de « prouver » que Mumia « aurait pu » être impliqué dans la fusillade qu'il s'appuie sur les témoignages extorqués et mensongers présentés lors du « procès » truqué – des témoignages dont le livre de Lindorff lui-même établit le caractère mensonger !

De même, la version de Schiffmann remet en cause le témoignage de Mumia qui affirme qu'il a commencé à courir seulement après avoir entendu un coup de feu. Schiffmann et Lindorff acceptent tous deux comme un fait acquis que Mumia se serait fait tirer dessus par Faulkner, car cela s'accorde avec leur affirmation que Mumia aurait pu tirer sur Faulkner en état de légitime défense. Ceci est un élément de leur appel à ceux qui sont agnostiques sur l'innocence de Mumia, et qui pourraient se rassembler autour de l'appel à un



Workers Vanguard

Juin 1995 : lors d'une manifestation du COSATU, des travailleurs sud-africains brandissent des tracts « Sauvons Mumia Abu-Jamal ! »

nouveau procès, un procès équitable. C'est dans le même but que la gauche réformiste vante les « révélations » de Lindorff et Schiffmann.

Pour avoir une idée des forces bourgeoises vers lesquelles ils veulent se tourner, regardons le député Démocrate Chaka Fattah. En décembre dernier, Fattah a voté, avec 367 autres Démocrates et Républicains, en faveur d'une résolution condamnant la ville de Saint-Denis, dans la banlieue parisienne, pour avoir baptisé une rue en l'honneur de Mumia ; cette résolution était destinée à préparer le terrain pour l'exécution de Mumia. Son vote a scandalisé ceux des partisans de Mumia qui se rappelaient qu'il avait précédemment contribué à faire adopter par le Congressional Black Caucus [Groupe des représentants noirs au Congrès] une résolution appelant à un nouveau procès. Mais comme Fattah lui-même l'a fait remarquer, il n'y a aucune contradiction entre ces deux actes. Dans une déclaration publiée sur son site Internet, il déclare : « Bien que je ne sois toujours pas convaincu que justice ait été rendue dans cette affaire, je vote pour la résolution parce que traiter comme un héros quelqu'un accusé d'un forfait aussi terrible est un affront contre ceux qui risquent quotidiennement leur vie pour servir et pour protéger. » Il poursuit en réaffirmant qu'il « espère » un nouveau procès.

Lindorff critique ceux qui ont voté pour cette résolution « sans réellement rien connaître de cette affaire complexe », mais enchaîne en essayant d'atteindre les partisans de Mumia, qui « parfois ignorant tout autant les faits, ont fait de lui un héros et l'honorent en le proclamant citoyen d'honneur et en baptisant des rues à son nom » (*CounterPunch*, 7 décembre 2006).

On ne saurait trouver une expression plus claire du rôle que jouent Lindorff et Schiffmann pour saper le combat pour la libération de Mumia que leurs attaques contre les aveux de Beverly et ceux qui les ont fait connaître. Lindorff explique sentencieusement que le témoignage de Beverly « pourrait risquer de perdre une partie de l'enthousiasme qui a fait de Jamal quelque chose comme un symbole de la campagne nationale et internationale pour abolir la peine de mort aux Etats-Unis ». En fait, c'est la stratégie libérale de confiance dans les tribunaux capitalistes qui a démobilisé l'armée des partisans de Mumia dans le monde entier. Cette vision signifie le rejet des raisons mêmes qui ont poussé des millions de

gens à prendre fait et cause pour Mumia : le dégoût qu'inspirent la pauvreté, l'oppression raciale, la guerre et l'injustice inhérentes au système capitaliste. Beaucoup s'identifiaient au combat de Mumia contre le « système » – et non pas au souci des libéraux de réparer la réputation souillée du système.

L'affirmation comme quoi on ne pourrait pas mobiliser un soutien de masse à Mumia sur la base qu'il est innocent est réfutée par tous ceux qui ont signé la déclaration du PDC qui dit précisément cela, et qui cite les aveux de Beverly. Parmi les signataires figurent la lauréate du Prix Nobel de littérature Nadine Gordimer, les intellectuels noirs Manning Marable et Henry Louis Gates junior, et de nombreux syndicalistes du monde entier. (Cette déclaration a été publiée dans *Workers Vanguard* n° 880, 10 novembre 2006 ; pour une liste complète de signataires, voir le site web du PDC, www.partisan-defense.org). Le point essentiel de cette déclaration a été relayé dans le numéro de mars 2007 de *Shopsteward*, publication du Congress of South African Trade Unions, qui faisait cette mise en garde : « L'Etat est plus que jamais déterminé à exécuter Mumia, un innocent [...]. La libération de Mumia ne sera pas obtenue en faisant confiance au système judiciaire capitaliste truqué. Ce qui peut réellement renverser la situation, c'est la puissance de millions de gens unis dans le monde entier – les travailleurs unis dans la lutte pour la libé-

ration d'un innocent. »

Oui, la puissance des travailleurs doit être mobilisée pour la cause de Mumia. Mais il est évident que cela ne pourra se faire qu'en nous mobilisant indépendamment des forces de l'Etat capitaliste qui a ourdi toutes ces machinations contre un innocent. Des syndicats intégrés, qui représentent des millions de travailleurs, se sont prononcés en faveur de Mumia. Le fait que ces millions de travailleurs n'ont pas été mobilisés *dans l'action* pour combattre cette machination raciste, c'est la responsabilité des dirigeants syndicaux pro-capitalistes traîtres, qui enchaînent les syndicats aux partis politiques et aux officines étatiques de la classe capitaliste. Contribuent à renforcer ces chaînes Lindorff, Schiffmann et tous les groupes de gauche réformistes qui voudraient subordonner le combat pour la liberté de Mumia à la confiance envers les tribunaux capitalistes.

Le combat pour libérer Mumia et tous les prisonniers de la guerre de classes fait partie intégrante de la lutte pour forger un parti d'avant-garde léniniste. Agissant comme le champion de tous les exploités et de tous les opprimés, un tel parti est l'instrument nécessaire pour diriger le combat pour renverser l'ordre capitaliste par une révolution socialiste, et pour ouvrir la voie à la libération des Noirs et à la libération de nous tous. ■

Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia !

Il faut de l'argent pour payer la défense !
Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia »,
43 boulevard Magenta, 75010 Paris

Organisez des protestations ! Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

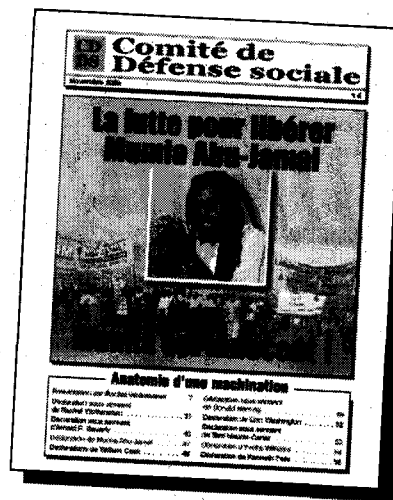
Faites circuler l'information ! Prenez contact avec le Comité de défense sociale (CDDS) pour obtenir des paquets de notre tract de 4 pages « *Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste !* » (2 euros pour 25 exemplaires)

Commandez la brochure du CDDS « *La lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal* ». Cette brochure arme ceux qui luttent pour libérer Mumia, montrant la base politique de la vendetta contre Mumia. Elle contient les preuves explosives qui démontrent complètement la machination depuis plus de vingt ans contre cet éloquent combattant pour la libération des Noirs. (56 pages, 1 euro)

Demandez le badge « *Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty !* » (1 euro pièce)

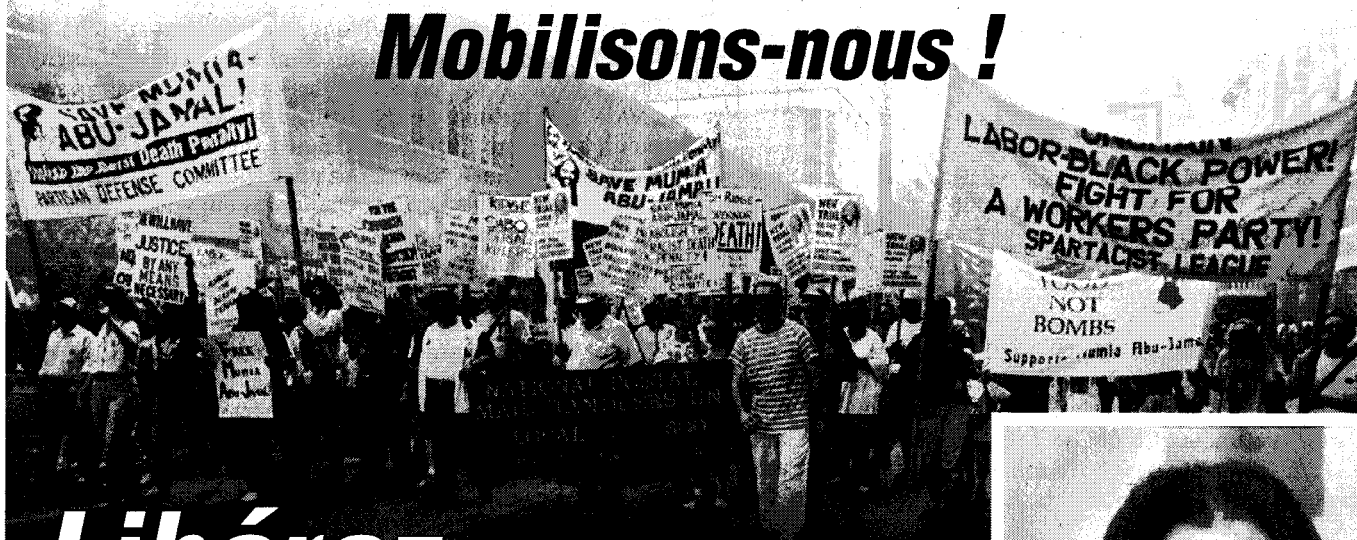
Commandez la vidéo en anglais du PDC « *Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal* » contenant aussi le témoignage d'Arnold Beverly. (10 euros le DVD, 15 euros la cassette VHS)

Toute les commandes se font par chèque à l'ordre du Comité de défense sociale (MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris).



Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale.

La vie de Mumia est menacée **Mobilisons-nous !**



Libérez Mumia Abu-Jamal immédiatement !



COC Productions

30 juillet 2007 – Mumia Abu-Jamal, le prisonnier politique le plus connu aux Etats-Unis, est dans le couloir de la mort depuis un quart de siècle, isolé dans une cellule, ce qu'il compare à vivre dans des toilettes. Tous les acteurs de la « justice pénale » ont comploté pour truquer les procédures et faire condamner Mumia, cette imposante « voix des sans-voix ». Ancien porte-parole du Parti des Black Panther, partisan de l'organisation MOVE et journaliste primé, Mumia a été victime d'une machination en 1982, faussement accusé d'avoir tué un agent de police de Philadelphie. Militant ayant toujours passionnément combattu la discrimination raciale, ethnique et de classe, la terreur policière et pour la justice sociale, Mumia a été condamné à mort sur la base de son passé politique et de ses convictions. Albert Sabo, le juge qui avait présidé à son procès, avait été entendu par une sténographe du tribunal en train de dire : « Je vais les aider à faire griller le n---e. » La machination contre lui montre ce que signifie la peine de mort aux Etats-Unis. Raciste et barbare, c'est la corde à lyncher rendue légale, l'arme ultime de la répression contre la classe ouvrière et les opprimés.

La lutte pour Mumia est à un tournant crucial. La Cour d'appel fédérale américaine se prononcera très bientôt sur le destin de Mumia. Mais il ne faut se faire aucune illusion dans ces procédures. Depuis 25 ans tant les tribunaux de Pennsylva-

nie que les tribunaux fédéraux ont rejeté ou même refusé de prendre en considération la montagne de preuves de l'innocence de Mumia, y compris les aveux sous serment d'Arnold Beverly, qui affirme que c'est lui, et non pas Mumia, qui a tiré sur le policier. L'Etat voit en Mumia le spectre de la révolte noire. L'Etat est déterminé à mener à son terme le lynchage

Abolition de la peine de mort raciste !

légale de Mumia ou de l'enterrer dans le véritable enfer de la prison à vie. **Il ne faut pas que cela se produise !**

Le Comité de défense sociale (CDDS) – une organisation de défense légale et sociale qui se base sur la lutte de classe, et dont l'objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France – est pour utiliser tous les moyens légaux en défense de Mumia, tout en ne plaçant aucune confiance dans la « justice » des tribunaux capitalistes. Il faudra une mobilisation internationale des masses, centrale-ment du mouvement ouvrier, pour obtenir la libération de

Suite page 18